



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240223-230220248-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/02/2024

Publication : 01/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



ACCORD-CADRE

RELATIF AU TRANSFERT D'AUTORISATION DE L'ACTIVITÉ DE L'EHPAD LA PLEIADE

DU CCAS DE ROUEN A L'EHPAD DE BOIS PETIT

A compter du 01 avril 2024



Février 2024

- Vu le Code Général de la Fonction Publique
- Vu le Code de l'Action sociale et des Familles, partie législative, notamment Art L 313-1 CASF relatif aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, notamment Art D 312-8, D 312-9, D 313-20, R-314-162 et R314-207 ;
- Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant celle du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- Vu la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;
- Vu la loi du n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu la loi du n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment son article 118 portant sur les missions et compétences des Agences Régionales de Santé ;
- Vu l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- Vu la délibération du département de la Seine-Maritime relative au Schéma départemental de l'Autonomie pour personnes âgées et les personnes en situation de handicap 2018-2022 ;
- Vu l'arrêté du 10 septembre 2018 relatif à la modification de l'arrêté en date du 10 juillet 2018 portant adoption du projet régional de santé de Normandie 2018-2023 ainsi qu'à la révision du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie de Normandie 2019-2023 ;
- Vu la délibération du département de la Seine-Maritime relative à l'actualisation du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie de Normandie (2019-2023) ;
- Vu l'arrêté de transformation portant le capacitaire de l'EHPAD de Bois Petit à 234 lits et places dont 10 places d'ADJ pour personnes âgées dépendantes signé le 03 janvier 2017 ;
- Vu la délibération du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier du Bois Petit du 5 décembre 2023 et du Conseil d'Administration du CCAS de ROUEN du 23 février 2024 approuvant le transfert de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes la PLEIADE au Centre Hospitalier du Bois Petit.

CONSIDERANT

Les délibérations approuvant le transfert de gestion de 80 lits d'EHPAD, décomposés en 78 lits d'hébergement permanent et 2 lits d'hébergement temporaire, depuis la ville de Rouen vers le Centre Hospitalier du Bois Petit.

Les éléments financiers relatifs aux prestations du budget principal du CCAS de Rouen au budget annexe de l'EHPAD La Pléiade au titre de l'année 2023 ;

L'ERRD 2023 de l'EHPAD la Pléiade et le compte administratif du budget annexe « La PLEIADE » du CCAS de Rouen ;

Les budgets prévisionnels 2024 du budget annexe relatif à l'EHPAD « La PLEAIDE » du CCAS de Rouen ainsi que les arrêtés fixant :

- Les tarifs d'hébergement des deux institutions
- Les tarifs Dépendance
- Les dotations Soins

La délibération du Conseil d'Administration du 23 février 2024 du CCAS de ROUEN décidant transfert de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes LA PLEIADE au Centre Hospitalier du Bois Petit au 1^{er} avril 2024 ;

Les éléments financiers relatifs aux prestations du budget principal du CCAS au budget annexe de l'EHPAD La Pléiade au titre de l'année 2023.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| PREAMBULE | 1 |
| ENTRE LES SOUSSIGNES | 3 |
| ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 2 : PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 4 : MECANISME DE GESTION FINANCIERE DE L'ACCORD-CADRE | 4 |
| ARTICLE 5 : ASPECTS TARIFAIRES | 6 |
| ARTICLE 6 : SYSTEME D'INFORMATION | 7 |
| ARTICLE 7 : ADMISSIONS | 13 |
| ARTICLE 8 : RESSOURCES HUMAINES | 15 |
| ARTICLE 9 : PHARMACIE A USAGE INTERIEUR (PUI) | 18 |
| ARTICLE 10 : PRESTATION D'ANALYSES MEDICALES | 18 |
| ARTICLE 11 INSTANCES DE COORDINATION | 19 |
| ARTICLE 12 LITIGES | 20 |
| ANNEXES | 22 |

PREAMBULE

La recomposition de l'offre médico-sociale en faveur des personnes âgées sur le territoire de Rouen Sud s'inscrit dans le cadre de l'évolution de l'offre publique d'EHPAD sur le territoire de la métropole de Rouen pilotée conjointement par l'Agence Régionale de Santé (ARS) Normandie et le Département de la Seine-Maritime.

Le projet s'appuie sur une demande partagée de l'Agence Régionale de Santé de Normandie, du Département de la Seine-Maritime, de la Ville de Rouen et du C.H.U. de Rouen, de faire évoluer la gouvernance des trois Etablissements Publics d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) : Bois Petit, « 4 saisons », La Pléiade.

Le Centre Hospitalier de Bois Petit situé dans la commune de Sotteville-lès-Rouen, a accepté d'être désigné par l'ARS comme l'établissement support et porteur du projet. Le pilotage du projet a ainsi été confié à la direction du centre hospitalier du Bois Petit.

L'objectif de ce projet est de garder la capacité de l'offre publique actuelle sur la rive gauche tout en étudiant une approche domiciliaire sur ce territoire et de porter un projet de reconstruction de l'EHPAD des 4 Saisons. Il s'agit de combiner équité et innovation dans un contexte local de fragilités sociales et de difficultés d'attractivité des métiers du grand âge.

L'enjeu est avant tout d'améliorer le parcours des personnes âgées et l'offre de soins sur le territoire en développant la qualité des services et de mettre en place une plateforme gériatrique permettant de diversifier les services offerts aux personnes âgées sur le pôle sud de Rouen. Ayant à cœur de toujours considérer les EHPAD comme des lieux de vie, cette réflexion vise à moderniser les conditions d'accueil, d'accessibilité et de bien-être des résidents pour répondre à l'enjeu d'amélioration des conditions d'accompagnement des résidents. C'est aussi d'afficher notre volonté partagée de concilier modernisation des structures et qualité de vie au travail des personnels qui choisissent le service public.

L'engagement dans ces travaux de recomposition a été validé par le Président du Conseil départemental de Seine-Maritime et par le Directeur général de l'ARS de Normandie dans un courrier en date du 17 novembre 2021.

L'objectif général est d'améliorer la qualité du service rendu aux personnes âgées. Dans cette perspective, il est convenu de recentrer les établissements concernés sur leur cœur de métier.

- Le centre hospitalier du Bois Petit est un établissement public de santé spécialisé dans la prise en charge des personnes âgées parmi les plus importants de l'agglomération rouennaise de proximité avec une capacité totale de 247 lits.

Situé à Sotteville-lès-Rouen, derrière le bois de la Garenne et la place de l'Hôtel de ville, le centre hospitalier du Bois Petit, à vocation gériatrique, propose différentes prestations de soins et d'hébergement :

- un service de soins de suite et de réadaptation (30 lits)
- un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (200 lits)
- une Unité d'Hébergement Renforcée (UHR de 12 lits)
- un accueil de jour de 10 places pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer
- une solution d'hébergement temporaire (5 lits)
- un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA pouvant accueillir 14 personnes âgées d'EHPAD)

- La Pléiade est un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD). Cet établissement public est géré par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Rouen. Un intérim de direction a été mis en place à la demande du CCAS depuis juillet 2022, assuré par la direction du centre hospitalier du Bois Petit.

L'établissement est situé en centre-ville de la rive gauche de Rouen à proximité du centre commercial Saint-Sever. Il dispose d'une capacité d'accueil de 80 lits, décomposés comme suit :

- 78 lits d'hébergement permanent dont 12 au sein d'une Unité de Vie Protégée (Unité Gabriel)
- 2 lits d'hébergement temporaire
- « Les 4 Saisons » est un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) transféré au CHBP au 1^{er} janvier 2024. Cet établissement public était géré par le CHU de Rouen.

L'établissement est situé au cœur de l'Hôpital Saint Julien situé au Petit-Quevilly et dispose d'une capacité de 85 lits d'EHPAD.

Dans cette perspective, le centre hospitalier du Bois Petit deviendra gestionnaire unique :

- d'un service de soins de suite et de réadaptation (30 lits)
- de trois Etablissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (375 lits) une unité d'Hébergement Renforcée (UHR de 12 lits) et une unité de Vie Protégée (12 lits) ;
- une solution d'hébergement temporaire sur le site du Bois Petit (5 lits) et de La Pléiade (2 lits) ;
- un accueil de Jour de 10 places pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;
- un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA pouvant accueillir 14 personnes âgées d'EHPAD).

Ce périmètre d'activité est en phase avec les autorisations de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil Départemental :

Sous couvert des délibérations des 2 gestionnaires et de l'accord de cession de l'autorisation donné par les autorités administratives compétentes : l'ARS et le Conseil Départemental de Seine Maritime, le transfert des activités sus nommées de gestion de l'EHPAD La Pléiade sera effectif à la date du 1^{er} avril 2024 et le présent accord-cadre détermine les conditions générales et financières de cette opération.

ENTRE LES SOUSSIGNES

d'une part,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen, représenté par son Président, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, dûment habilité à signer le présent accord-cadre par décision du Conseil d'Administration en date du 23 février 2024, ci-après dénommé « CCAS de Rouen » et représentant de :

L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) dénommé « La Pléiade » sis 16 rue Jacques FOURAY – 76100 ROUEN

FINESS GEOGRAPHIQUE : 760915702

FINESS ENTITE JURIDIQUE DE RATTACHEMENT : 760803684

SIRET : 26760045000113

Et

d'autre part,

L'établissement Centre Hospitalier du Bois Petit, représenté par son directeur, Monsieur Franck ESTEVE, dûment habilité à signer le présent accord-cadre par décision du Conseil de Surveillance en date du 5 décembre 2023, ci-après dénommé « CH de Bois Petit» ;

Sis 8 Avenue de la Libération BP 31 – 76301 SOTTEVILLE-LES-ROUEN CEDEX

N°FINESS : 760782425

N° SIREN : 267602027

Code APE : 8610Z

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les règles et mécanismes de gestion de l'EHPAD La Pléiade au 1^{er} avril 2024. Il fixe les conditions de gestion concourant à la continuité d'exploitation par le CH de Bois Petit.

ARTICLE 2 : PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le périmètre de l'accord-cadre couvre exclusivement les activités de l'EHPAD La Pléiade dont la capacité est définie à hauteur 80 lits dont 2 places d'Hébergement Temporaire.

Ce périmètre d'activité est en phase avec les autorisations d'exercice.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE

Le transfert de gestion prenant effet à la date du 1er avril 2024, l'accord-cadre en fixe les modalités en amont et en aval du transfert.

ARTICLE 4 : MECANISME DE GESTION FINANCIERE DE L'ACCORD-CADRE

CONSTATS

Le transfert d'activité de l'EHPAD La Pléiade du CCAS de Rouen vers le CH de Bois Petit a pour effet de modifier :

- La structure bilancielle des deux institutions tant au niveau de l'actif que du passif,
- La structure budgétaire des sections d'exploitation des budgets des deux institutions, tant sur les sections Hébergement et Dépendance que Soins,
- Les structures tarifaires des dites sections,
- La structure financière issue des comptabilités analytiques CCAS et dénommée « compte 628 » dans le présent accord-cadre,
- La structure financière (comptabilité analytique du CH de Bois Petit),
- La structure logistique (restauration/blanchisserie/transport/flux d'achats/ d'approvisionnement/ de stockage) des deux institutions,
- La structure opérationnelle des deux institutions,
- La gestion du patrimoine du CCAS et du CH de Bois Petit,
- La gestion des contrats et des marchés publics,
- L'organisation des soins et les modalités d'admission des résidents,
- La gestion des effectifs,
- Le changement de trésorerie publique de l'EHPAD La Pléiade.

ASPECTS PATRIMONIAUX

PATRIMOINE IMMOBILIER :

Historiquement, le montage patrimonial est le suivant :

- 1 La ville de Rouen : Propriétaire du terrain
- 2 SEMINOR : Locataire du terrain – Constructeur – Propriétaire du bâti
- 3 CCAS de Rouen : Locataire et exploitant de l'EHPAD La Pléiade

Initialement, dans le bail à construction et avenant n° 1 transmis pour étude du transfert de gestion au CH de Bois Petit, la propriété de l'EHPAD La Pléiade revenait de plein droit à la Ville de Rouen le 1^{er} septembre 2024. Néanmoins, le 5 mai 2023, la Ville de Rouen et SEMINOR ont contractualisé un avenant n°2 qui a pour objet de permettre le report de l'échéance de l'avenant n°1 à la convention de construction et au bail à construction pour bénéficier d'un nouvel allongement de 10 années, soit jusqu'au 1^{er} septembre 2037.

Au jour du transfert, le montage est le suivant :

- 1 La ville de Rouen : Propriétaire du terrain
- 2 SEMINOR : Locataire du terrain – Constructeur – Propriétaire du bâti
- 3 CHBP : Locataire et exploitant de l'EHPAD La Pléiade

En effet, au 1^{er} avril 2024, la convention de location entre SEMINOR et CCAS sera résiliée (délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen du 23 février 2024). Concomitamment le CH de Bois Petit régularisera une convention de location avec SEMINOR dans les mêmes conditions que celles avec le CCAS.

Un état des lieux contradictoire du Bâtiment de la Pléiade sera réalisé à la date du transfert afin d'acter l'état des locaux loués au CH Bois Petit. Cet état des lieux sera consigné par écrit et pourra être étayé par un reportage photographique réalisé lors de la visite des locaux afin d'illustrer les différents éléments relevés. Il sera signé par les deux parties.

Lors de la signature de la convention de location entre SEMINOR et le CH Bois Petit, le solde des provisions de couverture du gros entretien et le remplacement des composants (PCRC) sera à ce titre rattaché au bâtiment et, par voie de conséquence, transféré au Centre Hospitalier du Bois Petit dans le cadre de la convention de location.

En tant que gestionnaire, à compter du 1^{er} avril 2024, le CH du Bois Petit sera ainsi locataire de SEMINOR propriétaire du bâti et paiera une redevance dite de transparence à SEMINOR en lieu et place du CCAS de Rouen.

Ces dispositions constituent une première étape dont l'objectif est la cession du bien au CHBP par le projet de résiliation anticipée du bail à construction courant 2024.

Pour ce faire, les actes suivants sont amenés à être régularisés après approbation par le Conseil Municipal de la Ville de Rouen :

- l'avenant au bail à construction et l'avenant à la convention de construction afin de permettre l'établissement d'une convention de location entre SEMINOR et le CH de Bois Petit ;
- la résiliation du bail à construction par acte notarié entraînant la caducité de la convention de construction et le transfert de la pleine propriété des constructions réalisées par SEMINOR au profit de la Ville de Rouen
- la cession concomitante à la résiliation du bail à construction, au profit du CHBP, de l'EHPAD la pléiade (construction et terrain)

Une proposition doit être réalisée par la ville de Rouen vers le CHBP avec pour conditions maximum celles évoquées par l'estimation des domaines (cf. ANNEXE 1).

PATRIMOINE MOBILIER :

Un inventaire de l'actif au 28/11/2023 est joint en ANNEXE 2. Il est considéré une reprise à 0 €. Un inventaire actualisé au 31/03/2024 sera transmis suite à la clôture des comptes.

ELEMENTS FINANCIERS

Les éléments financiers figurent en annexe financière (cf. ANNEXE 3)

Le solde des provisions de couverture du gros entretien et le remplacement des composants (PCRC) sera rattaché au bâtiment et, par voie de conséquence, cette PCRC sera transférée au Centre Hospitalier du Bois Petit.

ARTICLE 5 : ASPECTS TARIFAIRES

Les tarifs hébergement de l'EHPAD de La Pléiade sont fixés ainsi à compter du 1^{er} janvier 2024 et seront maintenus pour l'année 2024 (cf. ANNEXE 4).

ARTICLE 6 : SYSTEME D'INFORMATION

INFRASTRUCTURE RESEAU -

SCENARIO DE MISE EN ŒUVRE

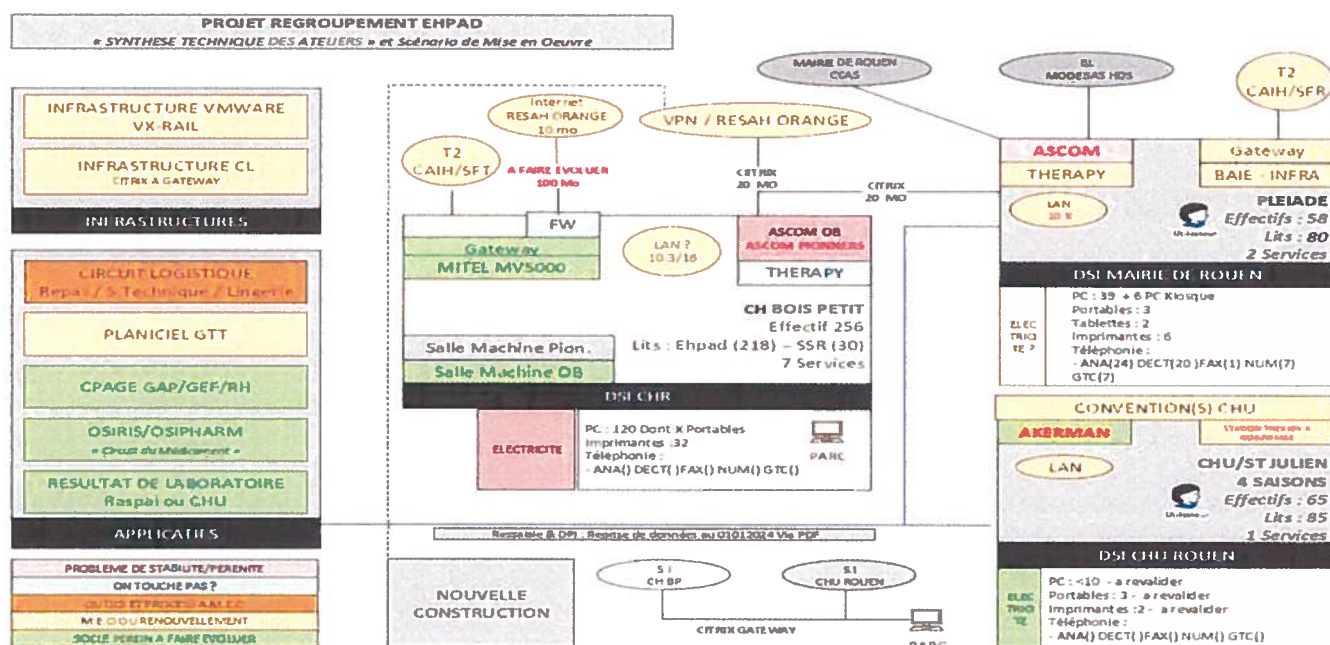
Le système d'information bénéficiera d'une extension permettant l'absorption des 2 nouveaux EHPAD au 1er avril 2024. Les ressources informatiques et téléphoniques seront centralisées sur le site du CH de Bois Petit.

Site central hébergeant les infrastructures techniques

Centre Hospitalier du Bois Petit – 8 avenue de la libération - 76300 Sotteville Les Rouen

Sites périphériques à adjoindre au SI au 1^{er} avril 2024

-EHPAD La Pléiade – 16 rue Jacques FOURRAY – 76000 ROUEN



VOLET RESEAU ET CABLAGE (LAN)

- Site de la pléiade : Renouvellement des commutateurs existants par des commutateurs HP

VOLET VPN

Marché : RESAH/ORANGE

Site de La Pléiade : Mise en œuvre d'une liaison VPN –

VOLET TELEPHONIE ET GTC

Infrastructure(s)

Site de La Pléiade : Une extension du PABX Mitel est prévue, ainsi que le renouvellement des postes téléphoniques et des DECT.

Carte GSM Ascenseur et chaufferie (propriété fournisseur) Portiers.

2 DECT HS (Service Cantou et Rose) – ayant des impacts sur les appels malades – ont été remplacés.

VOLET APPELS MALADES

L'appel malade a été remplacé par le CH du Rouvray et est fonctionnel.

VOLET INFRASTRUCTURES

La reprise des données bureautiques et de la messagerie (environ 900 Go) sera assurée au moment de la bascule

Le renouvellement de l'infrastructure technique du CH Bois petit va être réalisé par la solution VMWARE VXRAIL Un accès de type Citrix Access Gateway sera déployé

VOLET APPLICATIFS

GTT – « Planiciel »

Mise en œuvre de la solution planiciel pour l'ensemble des établissements.

DPI – Dossier Patient « OSIRIS »

Installation de la version OSIRIS V3 + Messagerie sécurisée de santé.

Résultats de laboratoire interfacés avec la solution Osiris –

La solution OSIRIS est déployée sur le CH de Bois Petit sur les trois premiers mois. Le CCAS de la ville de Rouen s'engage à maintenir un accès au logiciel de soins actuel.

Les dossiers patient présents seront repris sous forme de résumé au 15/3/2024 au format PDF.

Le CH Bois Petit pourra héberger les données de santé au 1^{er} avril 2024.

GESTION ADMINISTRATIVE « CPAGE »

Tous site(s)

Infrastructure en place : GHT/CPAGE , à réaliser par La Pléiade.

| |
|--|
| Action(s) Mairie de Rouen – Historique administratif concernant la facturation des résidents |
|--|

APPLICATIFS LOGISTIQUE

Réflexion en cours

- Commande repas (existant : NEWREST – Commande non nominative) pour le moment poursuite du marché en cours
- Commande de produits (hygiène, vaisselle, diététique...) : DPPI module Cpage
- Commande de linge hôtelier
- Gestion du linge des résidents

Action(s) Mairie de Rouen– Historique administratif concernant la facturation des résidents

POSTES DE TRAVAIL

Site de la pléiade : Renouvellement du parc

Action(s) Mairie de Rouen :

Possibilité de transfert de la solution de gestion de badges ou investissement
CH BP

Méthodo, Temps de cohabitation accès aux applications V.D.R Reprise des équipements –
Post Déploiement.

TELEPHONIE

Le CHBP utilisera son réseau de téléphonie.

Le report des appels malades sur le DECT a été effectué.

TRANSFERT DES DONNEES ARCHIVEES/BOITES EMAIL

Reprises de l'existant :

Prescriptions : Il n'y a pas de reprise des prescriptions par migration informatique, il conviendra de ressaisir les prescriptions pour chaque patient dans le logiciel.

Points de vigilance : Les extractions des données sont de la responsabilité du CCAS de la ville de Rouen mais l'intégration des données dans les logiciels cibles est de la responsabilité du CH de Bois Petit.

Messagerie : les personnels du CH Bois Petit auront accès à leur messagerie

VOLET RH

Gestion centralisée des Ressources Humaines sur le site de Bois Petit. La rémunération des agents de la Pléiade est reprise et suivi par le CHBP dès le 1er avril 2024.

- Extension du logiciel du temps de travail Planiciel sur l'ensemble des sites.
- Extension du logiciel Gestion des Carrières et Paye CPAGE

TRANSFERT DES DONNEES ARCHIVEES/BOITES EMAIL

Concernant les boites mails, de nouvelles seront créées pour les collaborateurs de la Pléiade. Il serait souhaitable que les boites mails de la Pléiade des collaborateurs qui restent sur le site de la Pléiade soient redirigées vers les nouvelles boites mails du CH de Bois Petit afin d'éviter la coupure de service.

LOGISTIQUE, APPROVISIONNEMENT, PRESTATIONS DE SERVICES ET MAINTENANCE

1-LOGISTIQUE

1.1. Entretien du linge

1.1.1 Linge résident

Le CH de Bois Petit étudie le transfert de la gestion du linge des résidents de l'EHPAD de la Pléiade vers la blanchisserie interne du CH de Bois Petit. Dans un premier temps, le linge en forme sera traité au sein de l'EHPAD la Pléiade.

1.1.2 Linge plat

Le CHBP va signer un marché avec KALHYGE.

Le ramassage et la livraison du linge plat devront être assurés sur site par le prestataire retenu.

1.1.3 Entretien des tenues professionnelles

Les tenues professionnelles sont actuellement commandées par l'EHPAD la Pléiade au CCAS de Rouen.

Il est prévu le transfert de la gestion des tenues professionnelles vers la blanchisserie interne du CH de Bois Petit. Dans un premier temps le linge agent sera traité au sein de l'EHPAD la Pléiade.

1.2 - Entretien des locaux et des équipements de bio-nettoyage

A compter du 1^{er} avril 2024, l'entretien des surfaces du bâtiment de la Pléiade de même que l'achat et l'entretien des équipements nécessaires à la réalisation du bio nettoyage relèvent de la responsabilité du CH de Bois Petit.

1.3 Prestation repas

La prestation restauration (confection de repas, fourniture d'épicerie sèche et boissons) est actuellement gérée sur site par un prestataire extérieur dans le cadre d'un marché. Le CHBP a pris attache auprès de ce prestataire afin d'organiser soit un changement de prestataire, soit une continuité.

2. TRANSPORT

L'organisation logistique nécessite des transports quotidiens de médicaments, linges, produits hôteliers, le CH de Bois Petit prévoit d'avoir recours à la location d'un camion et d'achats d'équipements adapté à ces prestations avec les moyens suivants :

- Contrat de location véhicule

Transports médicaments

- Chariots de médicaments
- 4 caisses de transport avec scellés pour les dotations et 6 petits bacs fermés pour les médicaments scellés
- 2 glacières pour les produits thermosensibles
- 2 caisses sécurisées pour le transport des stupéfiants

Transport du linge

- Chariots de transports de linge propre
- Bacs de transports linge sale
- Caisse de transports produits hôteliers

Transport des repas

Selon l'organisation qui aura été arrêtée.

3.. APPROVISIONNEMENTS

A compter du 1^{er} avril 2024, le CH de Bois Petit est responsable de l'approvisionnement de toutes fournitures, consommables, dispositifs médicaux ou non médicaux nécessaires à l'exploitation de l'EHPAD de la Pléiade.

5. MAINTENANCE

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR

5.1. Maintenance des ascenseurs

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR.

5.2. Système de sécurité incendie

Le CCAS de ROUEN fournit le registre de sécurité qui indique que l'ensemble des contrôles de sécurité sont à jour à la date de cession ainsi que le procès-verbal de la dernière commission de sécurité réalisée le 18 octobre 2021. (cf ANNEXE 5).

L'ensemble des prescriptions annotées dans le rapport de la Commission de Sécurité devront faire l'objet d'une transmission des résolutions apportées au CH de Bois Petit par le CCAS de Rouen. Le CCAS de Rouen s'engage à mettre tout en œuvre afin que le SSI soit en état de fonctionnement (centrale, Bloc lumineux, ...)

5.3. Gestion des déchets

Le CH de Bois Petit dispose d'un prestataire de gestion des déchets, dans le cadre d'un marché de GHT :

- Baudelet : pour les déchets de type ordures ménagères, déchets industriels banals et recyclables
- Proserve : pour les DASRI

Les prestations de ces deux fournisseurs seront donc poursuivies par extension du marché par le biais d'un avenant.

En revanche, afin de prendre en compte le changement de statut de la Pléiade à compter du 1^{er} avril 2024 :

- Le CHBP s'engage à mettre à jour le SI Tract Déchet
- Le CCAS de Rouen et le CH de Bois Petit informeront les prestataires du transfert de gestion

5.4. Maintenance des canalisations

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR

5.6. Plan de sanitation

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR

5.7 Maintenance CVC (Chauffage, Ventilation, Climatisation)

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR

5.8 Maintenance des portes automatiques

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR

6.. FACTURATION DES ENERGIES ET FLUIDES

6.1. Electricité

Fin du marché CCAS, Extension du marché en cours du site de Bois Petit

6.2. Eau

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR

6.3. Chauffage

A définir selon les modalités du contrat de location avec SEMINOR

7. CONTROLES REGLEMENTAIRES

Extension des marchés en cours de Bois Petit

ARTICLE 7 : ADMISSIONS

Au 01 mars 2024, les dossiers déposés en vue d'une admission pourront être traités conjointement entre le CH de Bois Petit et le site de la Pléiade. Il est convenu que l'EHPAD la Pléiade réalise ses commissions et valide ses admissions jusqu'au 31 mars 2024.

L'EHPAD la Pléiade fournit à l'EHPAD du CH Bois Petit :

- Une liste des dossiers en cours de traitement au Département dans le cadre d'une demande d'aide sociale à l'hébergement,
- Une liste des résidents qui ne sont pas à jour du règlement de leurs factures,
- Le cas échéant les dossiers pour lesquels le Juge aux Affaires Familiales a été saisi.

COMMISSION D'ADMISSION

A compter du 1^{er} avril 2024, mise en place d'une commission d'admission unique composée :

- d'un médecin de chaque site dont le médecin coordonnateur (La Pléiade)
- d'un cadre de santé de chaque site
- du directeur du CH de Bois Petit représenté par le responsable du bureau des entrées

Deux mois avant la date de cession effective, une commission d'admission conjointe est organisée avec le site de la Pléiade.

Lors de cette commission, seront déterminées :

- les modalités pour le reste de la période qui précédera la cession d'autorisation ;
- les modalités d'admission et de répartition sur les trois sites.

INFORMATION VIA TRAJECTOIRE

L'EHPAD de la Pléiade est actuellement sur un guichet unique. Il conviendra de la retirer de ce guichet unique en informant via trajectoire à l'appui de l'arrêté pris par l'ARS

Lorsque le numéro FINESS sera modifié, il conviendra également d'indiquer aux interlocuteurs de via trajectoire à quel autre guichet unique l'EHPAD sera rattaché afin que les modifications puissent être effectuées sur le ROR et Via Trajectoire.

CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF

Pour chaque résident, le CCAS fournit

| | |
|------------------------------|--------|
| NOM | Prénom |
| NOM de naissance | |
| Sexe | |
| Date de naissance | |
| Originaire ville | |
| Date d'entrée | |
| Débiteurs | |
| Prélèvement auto | |
| Remarques | |
| Destinataire des factures | |
| Dpt APA | |
| N° APA | |
| GIR | |
| N° CAF | |
| Tutelle | |
| Nom du référent | |
| Lien de parenté | |
| Adresse | |
| Coordonnées Téléphoniques | |
| Mail | |
| Carte Vitale | |
| Attestation sécurité sociale | |
| Dernière carte de mutuelle | |
| Ancienne adresse | |
| Documents originaux transmis | |

En amont du transfert, le CCAS de Rouen adressera un courrier :

- Aux caisses de retraite, pour les dossiers des résidents dont les frais d'hébergement sont admis à l'aide sociale où en cours de traitement, afin que les pensions soient versées à la trésorerie de Sotteville-lès-Rouen à compter du 1er avril 2024,
- Aux tutelles afin qu'elles reversent les ressources à la TP de Sotteville-lès-Rouen au 1er avril 2024.

Afin d'assurer la continuité au 1er avril 2024, le CH de Bois petit réalise les actions suivantes :

- CAF : création du parc de logement l'EHPAD La Pléiade sur le portail de la CAF sous l'entité du CH de Bois Petit pour permettre la déclaration des résidents bénéficiaires ;
- Assurance maladie : sollicitation de l'assurance maladie afin d'avoir des accès à la population de l'EHPAD La Pléiade sur le portail résidEHPAD sur lequel sont renseignées, les entrées, les mouvements et les sorties des résidents ainsi que les dépenses mensuelles qui sont incluses dans le forfait global de soins.
- Création d'une régie (argent de poche/repas accompagnant)
- Signature des mandats SEPA pour les résidents qui ont optés pour le règlement des factures par prélèvement automatique

CONSEIL DE LA VIE SOCIALE

Un conseil de la vie sociale a été organisé à l'EHPAD La Pléiade le 15 novembre 2023 afin de présenter le projet de recomposition et de transfert de gestion, en présence de la direction du CH de Bois Petit. Un nouveau point a été effectué lors du CVS du 31 janvier 2024.

Une réunion à l'attention des familles et des résidents s'est déroulée le 15 décembre 2023 pour informer de la date du transfert et des futures modalités de fonctionnement. Une nouvelle rencontre avec les familles et les résidents est programmée le 26 mars 2024.

ARCHIVES

Les dossiers passifs (résidents décédés) de la Pléiade sont archivés sur le site du CCAS, l'EHPAD du CH de Bois Petit peut en demander lecture.

En cas de réclamation d'un dossier pour une situation antérieure à la date de cession, la demande est à exprimer auprès de la Vice - Présidente du CCAS.

ARTICLE 8 : RESSOURCES HUMAINES

Une convention de mise à disposition du personnel de direction et d'encadrement du CH de Bois Petit sur l'EHPAD La Pléiade est mise en place depuis juillet 2022. Lesdites conventions prennent fin à compter du 1^{er} avril 2024.

Pour examiner les incidences du projet du transfert sur le personnel, la situation individuelle de chacun des agents contractuels, titulaires et médical a été étudiée.

Trois phases d'entretiens ont été réalisées :

1^{ère} phase : Agents titulaires

2^{ème} phase : Agents contractuels ayant une ancienneté à l'EHPAD La Pléiade

3^{ème} phase : Agents contractuels entrés en cours d'année 2023 (reçus en fin d'année après les entretiens d'évaluation professionnelle)

- Conformément au CGCT, les agents actuellement en poste se sont vus proposer :
 - o un détachement ou une intégration pour les agents fonctionnaires
 - o une reprise de leur contrat en l'état pour les agents contractuels
- Dans ce cadre et selon la situation choisie par l'agent, le CH de Bois Petit assure le reprise et le suivi de carrière des agents de la Pléiade qui souhaitent l'intégration ou le détachement.

AGENTS TITULAIRES

Juridiquement le transfert repose sur le principe d'intégration directe ou de détachement des agents titulaires. L'agent doit être en capacité d'exercer des fonctions liées son statut et son grade.

Tous les agents titulaires de la Pléiade ont été reçus en entretien individuel de mars à juin 2023 (hors agents en situation de maladies longues) avec remise d'un dossier complet sur leur simulation de situation dans le cadre d'une intégration ou d'un détachement dans la fonction publique hospitalière.

Les agents ayant choisi le transfert, le seront à compter du 1^{er} avril 2024 et seront intégrés dans les cadres d'emplois de la fonction publique hospitalière.

Les agents ayant choisi le détachement, le seront à compter du 1^{er} avril 2024 et bénéficieront des dispositions réglementaires de droit commun propres aux détachements entre fonctions publiques, selon la durée choisie par eux.

La carrière de l'agent se poursuit, les effets de la rémunération sont repris, la constitution du droit à la retraite continue, l'agent voit son droit à congés maintenu entre les deux établissements, ses droits d'avancement, son indice et son ancienneté sont également conservés.

Les agents de l'EHPAD qui auront refusé l'intégration ou le détachement seront placés en surnombre au CCAS au 1^{er} avril 2024.

AGENTS NON TITULAIRES DE DROIT PUBLIC

L'article 1er ter de la loi n°83-63 du 13 juillet 1983 dispose : « Lorsque l'activité d'une personne morale de droit public employant des agents non titulaires de droit public est reprise par une autre personne publique dans le cadre d'un service public administratif, cette personne publique a l'obligation de proposer à ces agents un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires. »

Contrat de travail

Le contrat que le CHBP propose dans le cas du transfert reprend les clauses substantielles du contrat dont les agents sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération. Les services accomplis au sein de

la personne publique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.

En cas de refus des agents d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique qui reprend l'activité applique les dispositions relatives aux agents licenciés.

| STATUT | GRADE | FONCTION | FILIERE | Nombre de ETP |
|---|---|----------------------------|----------------------|---------------|
| TITULAIRE | Accompagnant Educatif et Social | AES | SOIN | |
| | Accompagnant Educatif et Social Principal | Animateur | SOIN | |
| | Adjoint Administratif Principal 1ère classe | Gestionnaire administratif | ADMINISTRATIVE | |
| | Agent d'entretien qualifié | Hôtelière | TECHNIQUE ET OUVRIER | |
| | Agent des services hospitaliers classe normale | AS | SOIN | |
| | Agent des services hospitaliers classe supérieure | Animateur | SOIN | |
| | | AS | SOIN | |
| | Aide-soignant classe supérieure | AS | SOIN | |
| | Ouvrier Principal 1ère classe | AS | SOIN | |
| | | Hôtelière | TECHNIQUE ET OUVRIER | |
| Total TITULAIRE | | | | |
| STAGIAIRE | Aide-soignant classe normale | AS | SOIN | |
| Total STAGIAIRE | | | | |
| PRATICIEN CONTRACTUEL HOSPITALIER | Praticien contractuel hospitalier | Médecin coordonnateur | | |
| Total PRATICIEN CONTRACTUEL HOSPITALIER | | | | |
| CDI | Aide-soignant classe normale | AS | SOIN | |
| | Ergothérapeute de classe normale | Ergothérapeute | SOIN | |
| Total CDI | | | | |
| CDD | Agent d'entretien qualifié | Agent de blanchisserie | TECHNIQUE ET OUVRIER | |
| | | Hôtelière | TECHNIQUE ET OUVRIER | |
| | Agent des services hospitaliers classe normale | AS | SOIN | |
| | Aide-soignant classe normale | AS | SOIN | |
| | Infirmier en soins généraux | IDE | SOIN | |
| | Psychologue de classe normale | Psychologue | SOIN | |
| Total CDD | | | | |
| Total général | | | | |

Actuellement, des masseurs kinésithérapeutes libéraux interviennent à l'EHPAD La Pléiade. Ces masseurs kinésithérapeutes libéraux devront conventionner avec le CH de Bois Petit et être rémunérés à l'acte par ce dernier.

DIALOGUE SOCIAL ET INSTANCES REPRESENTATIVES DU PERSONNEL

A compter du 1er avril 2024, l'ensemble des agents des deux sites, seront représentés par les instances du CH de Bois Petit.

EFFECTIFS MEDICAUX ET PRESTATIONS MEDICALES

1. EFFECTIFS ACTUELS :

- Bois Petit : 2.5 ETP et 0.90 ETP pharmacien
- Pléiade : 0.50 ETP médecin coordonnateur – Prise en charge médicale par le médecin traitant des résidents

Actuellement, des médecins libéraux interviennent à l'EHPAD La Pléiade. Ces médecins devront conventionner avec le CH de Bois Petit et être rémunérés à l'acte par ce dernier.

Soit l'organisation cible au 1er avril 2024 : 3.5 ETP Praticien Hospitalier, 0.5 ETP médecin coordonnateur, 1 ETP Pharmacie

2. ORGANISATION MEDICALE – 3 sites géographiques

2.1. Période transitoire – durée estimée entre 6 et 12 mois

Différence d'organisation avec le site de la Pléiade.

Pléiade : Recueillir l'avis du médecin traitant avec les conditions de prescriptions, et de tarification et maintien du médecin traitant du résident présent au 1er avril 2024.

En cas de nécessité de service, le recours aux médecins du CH de Bois Petit peut être envisagé.

CH de Bois Petit : Maintien de l'organisation actuelle avec une répartition du temps médical entre le SSR et les 7 services de l'EHPAD.

2.2 PERMANENCE MEDICALE

En période transitoire, poursuivre SOS Médecin le temps – ou étendre dès le 1er avril 2024 la permanence médicale au site de la Pléiade.

ARTICLE 9 : PHARMACIE A USAGE INTERIEUR (PUI)

La demande d'extension de la PUI du CH de Bois Petit a été déclarée complète par courrier de l'ARS NORMANDIE en date du 7 septembre 2023. L'avis favorable définitif est acté par l'ARS.

ARTICLE 10 : PRESTATION D'ANALYSES MEDICALES

Le laboratoire RASPAIL sera le laboratoire unique.

ARTICLE 11 INSTANCES DE COORDINATION

Le pilotage de l'opération est organisé autour de trois niveaux :

- Niveau stratégique : le Comité de Suivi définit les objectifs, les modalités de financement et assure les ajustements nécessaires tout au long du projet.
- Niveau opérationnel : le Comité Opérationnel assure la mise en œuvre des décisions du Comité de Suivi ainsi que le reporting à ce dernier. Il propose au Comité de Suivi les ajustements nécessaires en cas de difficultés ou d'imprévus.
- Niveau pilotage du projet : Organise et rend compte de l'avancée des travaux sur chaque thématique et alerte des difficultés rencontrées, étudie des solutions alternatives.

LE COMITE DE SUIVI

Il est composé de :

- L'Agence Régionale de Santé de Normandie
- Le Conseil Départemental de la Seine-Maritime
- La ville de Petit Quevilly
- La ville de Sotteville-lès-Rouen
- La ville de Rouen,
- Le CCAS de Rouen pour l'EHPAD La Pléiade
- L'EHPAD des Quatre Saisons
- L'EHPAD du CH Bois Petit

Ses travaux et ses réunions sont préparés par l'Agence Régionale de Santé en collaboration avec les services du Conseil Départemental. L'ARS en assure le secrétariat.

LE COMITE OPERATIONNEL

Il est composé du :

- Président du Conseil Départemental de la Seine-Maritime, ou son représentant
- Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie, ou son représentant
- Vice-Présidence du CCAS de Rouen
- Président du conseil de surveillance CH de Bois Petit

Ses travaux et ses réunions sont préparés par l'Agence Régionale de Santé et le Conseil Départemental.

LE PILOTAGE DU PROJET DE RECOMPOSITION DES 3 ETABLISSEMENTS

Il est composé du :

- Directeur du CH de Bois Petit, chef de projet
- Equipe de direction et d'encadrement du CH de Bois Petit

CLAUSES DIVERSES

Pour l'exécution de l'accord-cadre et sans préjudice des éventuelles stipulations contraires de l'accord-cadre, toute notification devra être faite par écrit et pourra valablement être envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie aux adresses suivantes :

- Pour l'EHPAD du CH Bois Petit :
8 avenue de la Libération, 76300 Sotteville-lès-Rouen

Il est précisé que chacune des parties sera fondée à modifier à tout moment l'adresse ci-dessus, sous réserve d'en aviser en temps utile l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 12 LITIGES

REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou l'interprétation de l'accord-cadre, les parties peuvent solliciter, sans préjudice de leur liberté de saisir à tout moment la juridiction compétente en application de l'article règlement juridictionnel ci-après, une conciliation auprès des membres du Comité Opérationnel. Faute pour les parties de s'entendre, la procédure de conciliation sera considérée comme ayant échoué.

Le délai d'un (1) mois à compter de la saisine du Comité Opérationnel sera alors imparti aux parties pour faire valoir, sous la forme d'un mémoire, leurs moyens.

Le Comité Opérationnel disposera d'un délai de trois (3) mois à compter de sa saisine pour conduire la tentative de conciliation.

Il diligentera librement, de façon indépendante et impartiale, la tentative de conciliation, ce, en vue de parvenir à un règlement amiable du litige.

La procédure de conciliation prendra fin par la fédération par le Comité Opérationnel d'un procès-verbal, communiqué aux parties qui, suivant les cas constatera :

- Qu'un accord a été trouvé entre les parties. Le procès-verbal devra alors exposer le contenu de l'accord trouvé ;
- Que la tentative de conciliation a échoué. Le procès-verbal exposera alors les motifs qui, selon le Comité Opérationnel, ont conduit à l'échec de la tentative de conciliation ;
- La décision de l'un ou l'autre des parties de ne pas poursuivre la tentative de conciliation qui devra être motivée et exposée dans le procès-verbal précité.

REGLEMENT JURIDICTIONNEL DES LITIGES

Les litiges relatifs à l'exécution ou l'interprétation de l'accord-cadre relevant du Tribunal Administratif territorialement compétent, soit à la date de signature de l'accord-cadre, le Tribunal Administratif de Rouen sis Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.

Fait à

le

Fait à

le

Franck ESTEVE

Caroline DUTARTE

Directeur

Pour le Président et par délégation,

du Centre Hospitalier du Bois Petit

La Vice-Présidente du Centre Communal d'Action
Sociale de Rouen

ANNEXES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Le 15/01/2024

Pôle d'évaluation domaniale

Adresse 21, quai Jean Moulin
76037 Rouen Cedex

Courriel : drfip76.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Guillaume DUTEIL

Courriel : guillaume.duteil@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 02 32 18 93 91

Le Directeur régional des Finances publiques de la
région Normandie et de Seine-Maritime

à

Monsieur le Maire
Ville de ROUEN

Réf DS : 15280025 Réf OSE : 2023-76540-93665

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site \[collectivites-locales.gouv.fr\]\(http://collectivites-locales.gouv.fr\)](#)



Nature du bien :

Rupture bail Emphytéotique EHPAD

Adresse du bien :

16 Rue Jacques Fouray 76 100 ROUEN

Valeur :

Cf § 11.

1 - CONSULTANT

affaire suivie par : Commune de Rouen.

Affaire suivie par Madame Séverine TILLIER.

2 - DATES

| | |
|---|------------|
| de consultation : | 05/12/2023 |
| le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis : | |
| le cas échéant, de visite de l'immeuble : | 18/12/2023 |
| du dossier complet : | 18/12/2023 |

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

| | |
|-------------------|--|
| Cession : | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Acquisition : | amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/> |
| Prise à bail : | <input type="checkbox"/> |
| Autre opération : | |

3.2. Nature de la saisine

| | |
|--|-------------------------------------|
| Réglementaire : | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ : | <input type="checkbox"/> |
| Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...) | <input type="checkbox"/> |

3.3. Projet et prix envisagé

La résidence « La pléiade » a fait l'objet d'un bail emphytéotique signé le 26/06/1989 entre la commune de ROUEN et SEMINOR. Le bail d'une durée initiale de 45 ans a été prorogé jusqu'au 01/09/2037.

Un transfert de gestion de cette résidence doit intervenir au 1er trimestre 2024 de la part de la ville de ROUEN au profit du Centre Hospitalier du Bois-Petit (CHBP) sis à SOTTEVILLE LES ROUEN . Préalablement à ce transfert, le CHBP souhaite obtenir des garanties sur un possible transfert de propriété de la résidence à son profit. À ce titre, et pour définir les modalités de sortie du bail à construction, il convient de disposer de l'estimation de la valeur des droits détenus respectivement par la Ville de ROUEN et par SEMINOR sur la résidence au titre du bail à construction.

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

La délibération municipale est planifiée pour le 19/02/2024.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

ROUEN, chef-lieu de la région Normandie. Elle compte plus de 110 000 habitants, 35e commune de France, avec une agglomération de près de 500 000 habitants.

Le taux de propriétaires est proche de 30 % avec un nombre de maisons cinq à six fois moins nombreuses que les appartements. Sur l'ensemble des logements de ROUEN 1/5 correspondent à des logements sociaux HLM.

Le taux de chômage est supérieure à la moyenne nationale à près de 12 %.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Situé aux abords du quartier Saint-Sever, qui s'organise autour de l'église Saint-Sever et du centre commercial Saint-Sever. Quartier d'affaires, de centres administratifs et de commerces, le quartier Saint-Sever est situé au cœur de la rive gauche de Rouen.

La Rue Jacques Fouray, à proximité de la Rue d'Elbeuf, se situe dans un secteur affichant une moyenne de prix de vente, d'appartements ou de maisons, inférieure à la moyenne des prix sur ROUEN.

Le secteur se caractérise par une vacance de locaux et une faible diversité de l'activité commerciale.



Parcelle via géoportail

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

| Commune | Parcelle | Adresse/Lieu dit | Superficie | Nature réelle |
|---------|----------|-----------------------|----------------------|---------------|
| ROUEN | MW 258 | 16 Rue jacques Fouray | 1 981 m ² | EHPAD |
| TOTAL | | | 1 981 m ² | |

4.4. Descriptif (cf photos en Annexe 1)

Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD), construit en 1989/1990, comprenant 64 chambres simples (20 m² en moyenne) et 8 chambres doubles (30 m² environ), un logement de fonction, deux chambres d'hôtes, des espaces communs, sur un terrain situé rue Jacques Fouray à ROUEN.

Chaque chambre dispose d'une salle de bain adaptée.

La Pléiade est un établissement d'hébergement médicalisé pour personnes âgées dépendantes mais peut aussi recevoir des aînés autonomes ou en perte d'autonomie.

Les personnes âgées souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés sont accueillies dans une unité sécurisée (« le Cantou »), afin de prévenir les risques de fugues, de 12 lits.

L'établissement propose des soins, un accompagnement individualisé, de nombreuses animations et dispose d'un salon de coiffure.

Le sous-sol est composé :

- des vestiaires du personnel
- de local pour les poubelles
- de la blanchisserie/lingerie
- de réserves
- d'un parking voitures avec porte de garage sécurisé

Le rez-de-chaussée est composé :

- de chambres
- des bureaux administratifs
- des locaux de soin
- d'une cuisine collective
- de la salle à manger et détente
- patio

Les 1^{er} et 2^e étages sont composés de chambres

Les combles sont composés

- de la chaufferie
- de la machine ascenseur
- les combles sont accessibles

Chauffage gaz, fenêtres doubles PVC, Volets roulants au rez-de-chaussée ou volets isolants aux étages / Murs béton. L'aspect des façades extérieures est en bon état. Isolant sous comble en bon état. Radiateurs panneaux acier. VMC à nettoyer. Armoire électrique vieillissante. Un DTE de décembre 2020 précise les travaux à prévoir (cf §8.1.2).

L'ensemble est en bon état avec cuisine sur place et patio dans un site au calme. Le taux de remplissage est de 97-98 %.

4.5. Surfaces du bâti

Plusieurs informations sont disponibles concernant la surface du bâtiment :

- les documents du DTE proposent une SDP de 3 614,45 m²,
- les références cadastrales ne proposent pas de SDP mais une surface utile de 3 586 m²,
- et le consultant, dans sa saisine, précise une surface de 4 052 m².

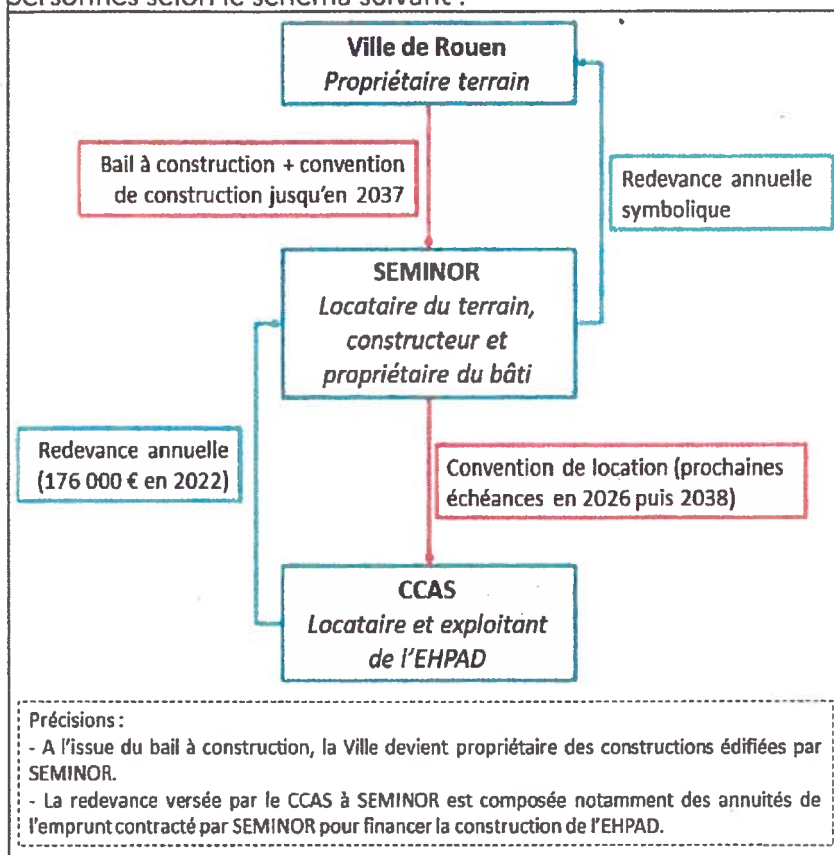
Cette surface de 4 052 m² ressort de la convention de construction régularisée en amont de la réalisation de la construction.

L'évaluation sera réalisée sur la base de la SDP et afin de garantir une surface d'échange commune entre les parties, il a été convenu, avec le consultant, de retenir la SDP de la convention à savoir 4 052 m².

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble et conditions d'occupation

La situation actuelle est caractérisée par un montage contractuel auquel participent trois personnes selon le schéma suivant :



Bail emphytéotique signé le 26/06/1989 entre la commune de ROUEN et SEMINOR expirant le 1^{er} septembre 2024. Le bail prévu pour 35 ans a été prorogé pour 13 ans au 01/09/2037.

Tarifs hébergement :

Tarifs 2020

- Hébergement : 57,27€ (pour les + 60 ans), 75,29€ (pour les - 60 ans)
- Dépendance : 5,76€ (GIR 5/6), 13,58€ (GIR 3/4), 21,39€ (GIR 1/2)

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

Zone classée UAA au PLU de la Métropole de Rouen Normandie approuvé le 13/02/2020 modifié le 06/02/2023.

Les zones commençant par UA correspondent à la zone urbaine de centralité à dominante habitat, caractéristique des centres-villes, centres bourgs, cœurs de villages. L'objectif de la zone UA est de permettre la densification du tissu urbain au service du renforcement de la centralité et de la mixité des fonctions, tout en préservant la forme urbaine existante : les nouvelles constructions doivent s'intégrer dans le tissu existant en respectant les gabarits (hauteurs, emprises), la qualité architecturale et patrimoniale, caractéristiques des tissus de centralité (rythme des façades, etc.).

La zone UAA est la traduction des cœurs d'agglomération. Sont classés en zone UAA les centralités historiques de Rouen, et les espaces urbains limitrophes, et d'Elbeuf.

6.2. Date de référence et règles applicables

Sans objet.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Trois méthodes peuvent être utilisées dans le cadre d'une rupture de bail emphytéotique afin d'évaluer l'indemnité que le preneur doit recevoir du bailleur. :

1. La méthode « prorata temporis »

La méthode « prorata temporis » permet de répartir la valeur des constructions entre le bailleur et le preneur, en fonction de la durée restant à courir et de la durée initiale du bail.

2. La méthode dite « classique »

La méthode « classique » prend comme postulat que les constructions entrèrent dans le patrimoine du bailleur en fin de bail.

3. La méthode dite « financière »

La méthode s'appuie sur la notion de rémunération financière minimale de chaque partie au contrat. La méthode financière consiste à estimer la valeur des droits du bailleur qui correspond à la somme : de la valeur actualisée du bien en fin de bail et de la valeur actualisée des flux de redevances restant à percevoir jusqu'au terme normal du bail.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Éléments de comparaison :

Terrains :

Cession de terrains à lotir, sur la rive gauche, pour la construction en SDP de bureaux ou logements : Cf Annexe 2

Prix moyen au m² SDP = 271 €.

Constructions :

L'estimation est établie en référence à des cessions de bâtiments présentant des caractéristiques semblables tels que cliniques, EPHAD ou centres d'hébergement :

1. Les mutations de résidence de personnes âgées (RPA) sur les dernières années en Haute-Normandie :

en Seine Maritime :

- Vente du 09/03/2011 à CLEON, de la maison de retraite du Bois Rond, construction de 1993-1994 présentant 3 566 m² de surface, pour 70 chambres au prix de 2 700 000 €, soit 757 €/ m², ou 38 571 €/ lit.

- Vente du 01/06/2012 à MAROMME, de deux RPA, d'Habitat 76 au CCAS communal, comprenant 137 studios T1 bis, pour une surface de 4 613 m² au prix de 3 993 000 € soit 866 €/m², ou 29 146 €/lit.

- Vente du 14/03/2014 à YERVILLE, d'un ensemble immobilier composé de trois bâtiments, d'Habitat 76 à une association, construction de 1983, en R + 1 et R + 2, d'une surface d'environ 3 900 m², au prix de 2 750 000 €, soit **705 €/m²**.

- Vente du 30/07/2014 à ELBEUF, résidence André Maurois, d'une maison de retraite située dans une maison de maître à laquelle a été adjoint un autre bâtiment en 1970. L'ensemble comprend 43 appartements pour une surface totale de 2 100 m² au prix d'1 000 000 €, soit **476 €/m², ou 23 256 €/lit.**

-Vente du 29/12/2016 à ST-VALERY EN CAUX, RPA « Les camélias », de l'Office Public de l'habitat 76 au CCAS de Saint-Valéry-en-Caux, comprenant 44 logements de type T1, T1 bis, et 7 T2 pour les personnes en couples, soit 58 lits, pour une surface de 2 100 m², conclue à titre purement gratuit, et avec une valeur vénale de 1 890 000 € pour le calcul de taxe de la publicité foncière soit **900 €/m², ou 32 586 €/lit.**

-Vente du 07/02/2018 à FECAMP, RPA « Docteur Maupas », d'Immobilière Basse Seine au CCAS de Fécamp, comprenant 30 logements de type T1 bis, pour une surface de 1 953 m², au prix de 467 000 €, soit **239 €/m²ou 15 566 €/lit.**

-Vente du 24/06/2020 à ÉTRETAT, EHPAD « Étoile du matin », Bâtiment d'hébergement de standing R+3 contenant 57 chambres (69 lits), 56 salles de bains, salon de coiffure, locaux techniques ; 1 pavillon inhabité R+1 contenant 6 chambres ; un bâtiment administratif désaffecté R+1 (et combles) contenant aussi 6 chambres et 5 salles de bain, pour une surface de 2 273 m², sur un terrain de 16 054 m², au prix de 6 170 000 €, soit **2 714 €/m², ou 89 420 €/lit.**

Dans l'Eure :

- Vente du 15/12/2016 à MARTOT, de l'EHPAD du CHI Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, à la CASE, au prix de 350 000 € soit pour une SHON de 4 500 m² (60 lits), une valeur unitaire de **78 €/m² SHON** en vue d'une rénovation complète.

- Vente du 19/10/2016 à ST-MARCEL, d'une RPA de 2 830 m² de surface, 65 résidents au prix de 1 980 000 € soit **700 €/m²ou 30 462 €/lit.**

- Vente du 10/03/2017 sur CHARLEVAL, d'une maison de retraite de 32 chambres avec une ancienne chapelle, de 1 444 m² de surface, au prix de 1 260 000 € soit **873 €/m², ou 39 375 €/lit.**

- Vente du 15/05/2018 à ÉCOUIS, de l'EHPAD Les Quatre Vents d'Écouis, de 74 chambres simples et 4 chambres doubles, au prix de 206 422,02 €, soit **3 737 €/m².**

2. Les mutations de résidence de foyer d'hébergement sur les dernières années en Seine-Maritime :

- Vente du 30/12/2014 à BOSC LE HARD, de bâtiments à usage d'accueil de personnes adultes handicapées, de 1 466,60 m² de surface, au prix de 44 168,39 € correspondant aux capitaux et intérêts restant dus, et avec une valeur vénale de 1 175 000 € pour le calcul de taxe de la publicité foncière soit **800 €/m²**. Ces bâtiments de 1996 comprennent des bureaux, restaurant, cuisine, ateliers, chambres avec cabinets de toilettes, salles de bains communes, réfectoire, infirmerie. La redevance annuelle d'occupation était de 90 551 € .

- Vente du 12/07/2017 sur LE HAVRE, d'un immeuble en résidence sociale « Le foyer marin », de 176 chambres dont 17 doubles, salle de télévision, bar cafétéria, lieu de culte, cuisine collective, douches collectives, de 4 758 m² de SDO, au prix de 720 000 € soit **151 €/m², ou 3 731 €/lit.**

- Vente du 28/12/2017 à DUCLAIR, d'un foyer d'hébergement pour adultes handicapées de 18 chambres, bureaux, salles de réunion, de détente, de restauration, cuisine, laverie, vestiaires, ateliers pour une SDO de 1 384 m² au prix de 700 000 €, soit **506 €/m² ou 38 889 €/lit.**

- Rupture d'un bail emphytéotique de 99 ans, débuté le 01/07/1979, le 20/04/2022, entre la commune de LUNERAY et SEMINOR, de 49 logements et d'espaces communs, pour une SDO de 1 464 m² (logements) et 422 m² (parties communes), au prix de 530 000 €.

8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

A noter que, selon le DTE de décembre 2020, les travaux essentiels à prévoir pour un coût de 330 000 € HT sont les suivants :

- Isolation des combles
- Remplacement des menuiseries extérieures, y compris volets roulants
- Nettoyage du système VMC et remplacement des bouches et des entrées d'air existantes
- Mise en place d'une ventilation double flux salle à manger
- Circulateurs haut rendement
- Robinets thermostatiques double réglage
- Équilibrage des antennes principales et des colonnes
- Éclairage LED circulation
- Nettoyage toiture à prévoir

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Méthode « prorata temporis » :

La valeur des droits du bailleur est égale à la somme de :

- de la valeur des constructions seules * (durée du bail courue/ durée initiale du bail)
- et de la valeur du terrain immobilisé.

La valeur des constructions seules, est égale à la différence entre la valeur des constructions « terrain intégré » et la valeur du terrain immobilisé.

Afin de calculer la valeur des constructions seules, le bien sera, dans un premier temps, estimé en l'état via la méthode par comparaison par l'élément spécifique (soit au cas d'espèce : le lit). En effet, l'approche d'estimation la plus cohérente dans le cas des établissements spécialisés ou monovalents repose sur l'analyse de l'élément spécifique constituant le socle de l'activité exercée dans le bâtiment plutôt que sur la superficie disponible.

Dès lors, l'analyse des termes de comparaison doit permettre de dégager, pour chacun des établissements cédés, sa valeur par lit, en divisant le prix de vente constaté par la capacité d'accueil en lits de l'établissement.

La valeur médiane au lit des termes les plus directement comparables (ou, à défaut, la valeur dominante au lit de l'ensemble des termes raisonnablement comparables) est ensuite rapportée au nombre de lits du bien à évaluer.

Compte-tenu des termes de comparaison, du taux d'occupation proche de 100 %, de l'emplacement de l'EHPAD dans ROUEN, et de son bon état d'entretien, il sera retenu une valeur dans la fourchette haute des termes de comparaison, soit une valeur comprise entre la valeur médiane et la valeur du 3^e quartile² à 35 000 €/lit. Le nombre de lits étant de 80, sa valeur vénale s'élève à :

35 000 €/lit x 80 lits = 2 800 000 €.

2 Médiane au m² = 30 462 € ; prix 3^e quartile au m² = 38 571 €.

La valeur du terrain d'assiette encombré, dès lors qu'il est indisponible en raison des constructions qu'il supporte, correspond à la valeur du terrain nu et libre diminué d'un abattement qui est proportionnel à la nature et à l'importance de l'immobilisation (abattement de l'ordre de 40 % correspondant dans cet esprit à une parcelle normalement densifiée pour un immeuble en bon état au niveau du gros œuvre).

Compte-tenu de l'emplacement de la parcelle avec des ensembles immobiliers proches et du fait que la valeur du terrain est liée à la constructibilité sur cette parcelle, la valeur du terrain sera estimée au regard des ventes de terrains pour des projets immobiliers.

Les termes de comparaison proposant une valeur moyenne, sur la rive gauche, de 270 €/m² SDP, et compte tenu de la localisation du bien situé dans un secteur affichant une moyenne de prix de vente, d'appartements ou de maisons, inférieure à la moyenne de prix sur ROUEN, il sera retenu une valeur de 250 €/m² SDP avec un abattement de 40 % pour terrain encombré.

Soit 250 €/m² SDP x 60 % x 4 052 m² SDP = 607 800 € arrondis à 600 000 €.

La valeur des constructions seules peut donc être fixée à 2 800 000 € - 600 000 € = 2 200 000 €

La durée du bail écoulée étant de 35 années sur les 48 années du bail (en prenant la date de la prochaine échéance du 01/09/2024), la valeur des droits du bailleur sur cette parcelle est égale à la valeur des droits cédés des constructions + terrain encombré .

Soit 2 200 000 € * (35/48) + 600 000 € = 2 204 167 €.

Soit la valeur des droits du bailleur sur cette parcelle via la méthode « prorata temporis » arrondies à 2 200 000 €.

La valeur des droits du preneur étant de 600 000 €.

Méthode « classique » :

La valeur des droits du bailleur est égale à la somme de :

- la valeur du terrain immobilisé (idem méthode « prorata temporis »);
- et de la valeur actuelle de la valeur en fin de bail des constructions seules ou travaux réalisés par le preneur.

Soit une valeur estimée des constructions seules : 2 200 000 €

Taux d'actualisation applicable à la valeur du bien à l'échéance du bail :

- taux sans risque qui couvre le coût du temps lissé par la durée du bail :
2,5 % (taux de l'OAT TEC10³) + 0,75 % (pour 50 ans)
- prime de secteur immobilier : 0,30 %⁴
- prime de risque liée à l'immeuble : 1,00 %⁵

soit un taux d'actualisation retenu de 4,55 %.

La quote-part de la valeur des constructions seules revenant au bailleur est de : 1 203 701,80 €.

| Valeur actuelle d'un capital | | | |
|------------------------------|-------|--------------------|----------------------------|
| valeur en fin de période | C | 2 200 000,00 euros | $C_0 = C_n \times (1+a)^n$ |
| taux d'intérêt | a | 4,55 % | |
| nombre d'annuités | n | 13 ans | |
| Capital initial | C_0 | 1 233 701,80 euros | |

Soit la valeur des droits du bailleur sur cette parcelle via la méthode « classique » est arrondie à 1 800 000 €.

- Taux de l'Échéance Constante à 10 ans. Il sera retenu un taux à 2,5 % compte tenu de l'inflation et d'un lissage sur 2 ans.
- Le taux est en général entre 0,2 et 0,5 %, et comparé aux autres formes d'investissement ou de placements plus rentables, il est choisi un taux dans la fourchette basse.
- Un taux faible est retenu compte tenu d'une fin de bail proche, de l'emplacement géographique très bon et du faible risque de défaillance du preneur.

Méthode financière :

Compte tenu de l'indication d'une redevance annuelle à l'euro symbolique, une valeur ne peut être valablement arrêtée selon cette méthode.

Éléments retenus :

Les approches méthodologiques ont permis de définir deux valeurs, la première selon la méthode prorata temporis et la seconde, selon la méthode classique.

Compte tenu des éléments retenus, il sera retenu une valeur d'arbitrage des droits du bailleur de 2 000 000 € et 800 000 € pour les droits du preneur.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des droits du bailleur est arbitrée à 2 000 000 € et des droits du preneur à 800 000 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de $\pm 15\%$ en raison du caractère monovalent du bien.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée. De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

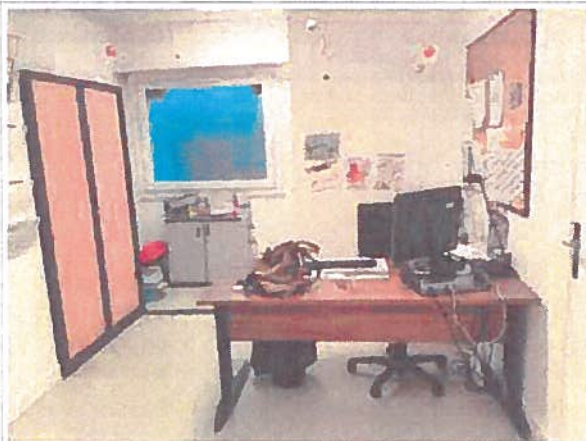
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

**Pour le Directeur régional des finances publiques
et par délégation,
Le Directeur du Pôle État**



Fabrice ROBYN

| Ref. dossier | Commune | Référence | Date publication | Surface cadastrale (m²) | Surface bâtie (m²) | Statut de l'opération | Surface à démolir (m²) | Projet (logements) | Commentaires |
|-------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------|----------------------------------|------------------------|--------------------|---|
| HZ/109/110-113/474/476// | ROUEN | Avenue de Caen | 20/07/17 | 8 060 | 18 200 | Non précisé | 3 292 179 | 203 | Opération portée par BOUYGUES IMMO Programme de mixte logements libres, sociaux, étudiants et commerces. Présence de bâtiments à démolir |
| IL/133 à 138/352/442/444/446 | ROUEN | Rue Saint Julien | 07/01/16 | 769 | 1 073 | Terrain nu | 600 640 | 320 | Opération portée par LOGIREP Programme de 29 logements |
| IL/237 | ROUEN | 230, rue Lethuillier Pineau | 02/12/22 | 700 | 705 | 120 | 204 000 | 289 | Construction d'un immeuble de 9 logements + 2 maisons. Secteur libre. Projet porté par ERID Maisons à démolir. |
| IT/454 | ROUEN | 97 Avenue Jean Ronsdeaux | 28/12/20 | 2 440 | 8 987 | Terrain nu | 1 415 440 | 203 | Programme de bureaux (2062 m²) et de logements (4925 m²). |
| IV/111// | ROUEN | 7 Rue de la Motte | 17/06/20 | 3 330 | 8 408 | Non précisé | 850 000 | 133 | Opération portée par BOUYGUES IMMO Programme de 94 logements. Présence de bâtiments à démolir |
| IV/44 | ROUEN | rue Verte de la Motte | 27/04/22 | 1 352 | 2 580 | Non précisé | 610 000 | 238 | Projet porté par la SCI Les Jardins de Fions. Construction de 38 logements. Bâtiments à démolir et localités à évincer. |
| LE 83 | ROUEN | av Jean Ronsdeaux | En cours de publication | 3 668 | | | 2 138 610 | | PC concerne parcelle mère avec 26624 m² SDP de logements, 16169 m² SDP de bureaux, 860 m² SDP de commerce. |
| LE/59 à 64/ volumes du Lot b2 | ROUEN | 2 Quai de France | En cours de publication | A préciser | 3 027 | Non précisé | 1 079 674 | 357 | Opération portée par Normandie Réalisation. Programme de 44 logements |
| LE/59 à 64/ volumes du Lot b2 | ROUEN | 2 Quai de France | En cours de publication | A préciser | A préciser | Non précisé | 4 537 979 | #VALEUR | Opération portée par UNKICITY |
| ME/94/95/168 | ROUEN | rue des Broches | 27/11/20 | 5 570 | 3 161 | 805 | 1 100 000 | 348 | Programme de 41 logements dont 10 dans le secteur social. Opération portée par la SCCV Rouen les Broches |
| MT/269 AR/148 | ROUEN SOTTEVILLE-LES-ROUEN | 2 rue Gaston Contremoulins | 23/03/22 | 4 817 | 5 633 | Non précisé | 1 200 000 | 213 | Programme de construction de 88 logements par EDIFIDES. Présence d'un local d'activités loué à démolir. Locataire à évincer. Secteur libre. |
| MT/33/34 | ROUEN | 43 rue Henri II Plantagenet | 09/03/22 | 1 711 | 2 647 | Non précisé | 811 320 | 307 | Construction de 40 logements dont 21 dans le secteur social. Projet porté par la SCI Windsor. Bâtiments à démolir |
| MT/35// | ROUEN | 2 Avenue de Grammont | 17/06/20 | 566 | 1 705 | 133 | 420 000 | 246 | Opération portée par Foncière Alma Marceau. Programme de 25 logements. |
| MY/ 112/113/114/115// | ROUEN | Rue Blaise Pascal | 08/03/19 | 11 628 | 27 916 | Non précisé | 8 000 000 | 287 | Programme mixte comprenant des logements, des commerces et un EHPAD. Opération portée par SCCV Rouen St-Julien Un immeuble de bureaux à démolir |
| NZ/38 | ROUEN | 18 rue du 74E RI | 19/12/20 | 732 | 2 148 | Non précisé | 472 560 | 220 | Vente par la ville de Rouen au profit de Nexity avec clause résolutoire. Vente devenue définitive le 2/06/2022 |
| NE/27/28/29/31 | ROUEN | Rue Blaise Pascal | 04/05/22 | 1 861 | 3 713 | Non précisé | 1 035 000 | 279 | Construction d'une résidence étudiante de 130 logements. Bâtiments à démolir |
| NH/219/220// | ROUEN | Rue de Sotteville | 09/04/21 | 527 | 1 889 | 450 | 450 000 | 254 | Construction de 25 logements dont 17 en accession sociale. Projet porté par KLP. |
| NU/19/27/28// | ROUEN | 110 Rue d'Elbeuf | 31/01/22 | 6 159 | 5 436 | Non précisé | 2 313 840 | 428 | Programme de résidence sénior Opération portée par Bouygues Immo. Présence d'un ensemble immobilier à démolir partiellement. |
| XA/1/Lot 2 | ROUEN | 100 Boulevard D'Orléans | En cours de publication | 1 708 | 4 885 | Terrain nu | 1 510 000 | 309 | Vente Habitat 76 / EDIFIDES Programme de 67 logements |
| 540/OXA/ 20/21/22/28 | ROUEN | 108 BD D ORLEANS | 29/11/22 | 2 352 | 4 596 | Terrain nu | 1 380 000 | 300 | Vente OPH 76/SEINE-MARITIME PROGRAMME NEUFS |
| XB/ 142//150//151// | ROUEN | Rue Mare Planches | 25/09/18 | 1 552 | 2 439 | Terrain nu | 487 712 | 200 | Opération portée par ICADE PROMOTION |
| XA/ 609/610/611// | SOTTEVILLE-LES-ROUEN | Rue Gaston Contremoulins | 23/12/19 | 3 767 | 6 975 | Terrain nu | 2 449 000 | 351 | Opération portée par BOUYGUES IMMO Programme 95 logements en résidence sociale seniors |
| XA/608 | SOTTEVILLE-LES-ROUEN | 2 RUE JEAN HYACINTHE VINCENT | 29/05/18 | 2 483 | 3 799 | Terrain avec batiments à démolir | 800 000 | 211 | réalisation de 49 logements collectifs sociaux et une résidence sociale sénior de 95 logements. |





ANNEXE 2

TRES ROUEN METROPOLE
EHPAD LA PLEIADE - CCAS ROUEN

2022
11/04/2023

ETAT DE L'ACTIF

| COMPTE | N° INVENTAIRE | DESIGNATION DU BIEN | CATEGORIE INVENTAIRE | DATE ACQUISITION | DUREE AMORT. | VALEUR BRUTE | AMORTISSEMENTS ANTERIEURS | AMORTISSEMENTS 2022 | VALEUR NETTE |
|--------|---------------|--|--|------------------|--------------|--------------|---------------------------|---------------------|--------------|
| 2031 | 2100007 | Diagnostic amiante et plomb | | 10/08/2021 | | 2 747,47 | 0,00 | 549,49 | 2 197,98 |
| 2031 | | Travaux d'études | | | | 2 747,47 | 0,00 | 549,49 | 2 197,98 |
| 205 | 1600029 | LOGICIEL ARCADIS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 30/12/2018 | 5 | 11 718,00 | 11 718,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | 1600031 | Modules Planning | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 25/11/2019 | 5 | 3 010,00 | 1 204,00 | 602,00 | 1 204,00 |
| 205 | 2000023BIS | Logiciel BL zones | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 05/11/2020 | 5 | 20 180,88 | 4 032,18 | 4 032,18 | 12 096,52 |
| 205 | 20052501 | LOGICIEL GESTION PROG DR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 3 AN(S) | 31/12/2005 | 3 | 7 598,19 | 7 598,19 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | 20067501 | LOGICIEL QUADRIA | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 3 AN(S) | 31/12/2006 | 3 | 424,46 | 424,46 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | 200720501 | 5 LICENCES MEDICOR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 3 AN(S) | 31/12/2007 | 3 | 1 048,50 | 1 048,50 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | | concessions droits similaires brevets. | | | | 40 956,03 | 26 023,33 | 4 634,18 | 13 300,52 |
| 2181 | 1100655 | MATERIEL ELECTRIQUE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 23/12/2011 | 10 | 10 560,19 | 10 560,19 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1200059 | RESTAURATION OFFICE CANTOU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 11/04/2012 | 10 | 12 932,28 | 11 030,05 | 1 293,23 | 0,00 |
| 2181 | 1200067 | MARCHE MATERIEL ET TRAVAUX | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 25/01/2012 | 10 | 13 821,21 | 13 821,21 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1200107 | REMPLACEMENT DE 43 WC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 02/02/2012 | 10 | 11 108,45 | 9 997,60 | 1 110,85 | 0,00 |
| 2181 | 1200136 | VOILETS ROULANTS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 22/02/2012 | 10 | 8 645,80 | 7 781,04 | 864,76 | 0,00 |
| 2181 | 1200162 | MEUBLES OFFICE CANTOU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 11/05/2012 | 10 | 12 218,86 | 10 996,97 | 1 221,89 | 0,00 |
| 2181 | 1200224 | PROTECTION ANGLES MURS ET PORTES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 21/05/2012 | 10 | 8 733,34 | 7 859,97 | 873,33 | 0,00 |
| 2181 | 1200227 | MAINS COURANTS CANTOU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/07/2012 | 10 | 27 680,99 | 25 092,89 | 2 788,10 | 0,00 |
| 2181 | 1200229 | 10 STORES TOILE COLORIE SABLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/07/2012 | 10 | 5 502,25 | 4 502,02 | 500,23 | 0,00 |
| 2181 | 1200562 | MISE EN SECURITE ACCUEIL EHPAD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 06/08/2012 | 15 | 145 138,74 | 135 738,74 | 9 375,00 | 48 379,54 |
| 2181 | 1300028 | CLAVIERS POUR DIGICODE SOUS-SOL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/06/2013 | 10 | 1 340,09 | 1 079,28 | 134,81 | 134,90 |
| 2181 | 1300147 | SYSTEME DE CONTROLE D'ACCES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 19/02/2013 | 10 | 3 633,45 | 2 606,80 | 363,35 | 363,30 |
| 2181 | 1300461 | TRAVAUX VESTIAIRES HOMMES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 23/07/2013 | 10 | 6 452,50 | 5 162,00 | 645,25 | 645,25 |
| 2181 | 1300492 | RESTAURATION COULOIR JAUNE 1er ETAGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 23/07/2013 | 10 | 11 140,97 | 9 192,56 | 1 149,07 | 1 149,04 |
| 2181 | 1300812 | COULOIR ESPACE MEDICAL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/12/2013 | 10 | 20 245,74 | 16 196,56 | 2 024,57 | 2 024,61 |
| 2181 | 1300845 | LUMINAIRES COMMUNS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/12/2013 | 10 | 8 369,82 | 6 711,92 | 838,99 | 839,01 |
| 2181 | 1300849 | MATERIEL DE PLOMBERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 19/12/2013 | 10 | 246,45 | 197,20 | 24,65 | 24,60 |
| 2181 | 1301998 | TRAVAUX SSI-CHAMBRE-JARDIN | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2013 | 15 | 633 388,69 | 337 807,28 | 42 225,91 | 253 355,50 |
| 2181 | 1400006 | PERCEMENT D'UNE PORTE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 21/01/2014 | 10 | 358,80 | 358,80 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400007 | SALLIE BASSE LUMINAIRE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 6 AN(S) | 08/01/2014 | 6 | 247,31 | 247,31 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400008 | MATERIEL ELECTRIQUE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 6 AN(S) | 08/01/2014 | 6 | 228,84 | 228,84 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400014 | DALLE BETON CAVE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 13/03/2014 | 10 | 7 795,20 | 5 458,64 | 779,52 | 1 559,04 |
| 2181 | 1400088 | TRAVAUX PLOMBERIE SANITAIRE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 20/02/2014 | 10 | 2 113,50 | 1 479,45 | 211,35 | 422,70 |
| 2181 | 1400138 | MATERIEL ELECTRICITE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/03/2014 | 10 | 2 855,95 | 1 999,20 | 285,60 | 571,15 |
| 2181 | 1400141 | ASSISTANCE CONSEIL ACCESSIBILITE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 28/05/2014 | 10 | 936,00 | 936,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400156 | MATERIEL PLOMBERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/03/2014 | 10 | 91,01 | 91,01 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400181 | VOILETS ROULANTS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 13/03/2014 | 10 | 15 230,44 | 10 681,28 | 1 523,04 | 3 048,12 |
| 2181 | 1400234 | FOURNITURE ET POSE DE MEUBLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 14/05/2014 | 10 | 4 451,70 | 4 451,70 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400235 | FOURNITURE ET POSE DE MEUBLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 14/05/2014 | 10 | 5 530,60 | 3 877,72 | 553,66 | 1 107,92 |
| 2181 | 1400289 | REMISE RAPPORT FINAL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 24/04/2014 | 10 | 1 872,00 | 1 872,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400319 | TRAVAUX DE MACONNERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 17/06/2014 | 10 | 1 892,00 | 1 324,40 | 189,20 | 378,40 |
| 2181 | 1400455 | PERCEMENT PORTE LOCAL SOINS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 19/08/2014 | 10 | 297,10 | 297,10 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400549 | PEINTURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 13/08/2014 | 10 | 23 600,94 | 16 736,93 | 2 360,99 | 4 782,02 |
| 2181 | 1400611 | PEINTURE ET SOL CHAMBRE N°10 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 19/12/2014 | 10 | 2 218,96 | 2 218,96 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1400723 | REFECTION PEINTURE 7 CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 08/12/2014 | 10 | 22 875,80 | 18 850,44 | 2 890,91 | 5 385,84 |
| 2181 | 1400963 | TITRE 7224/DR/APPEL MALADE - OFFICE 1ER LILAS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 24/12/2014 | 10 | 9 018,66 | 5 513,23 | 901,89 | 1 003,74 |
| 2181 | 1400964 | TRAVAUX SSI - CHAMBRE - JARDIN | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2014 | 15 | 145 896,33 | 89 084,54 | 9 726,42 | 68 084,97 |
| 2181 | 1500004 | TRAPPE DE VISITE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 02/03/2015 | 10 | 858,00 | 514,80 | 85,80 | 257,40 |
| 2181 | 1500015 | PEINTURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 16/01/2015 | 10 | 2 577,82 | 1 546,74 | 257,79 | 773,39 |
| 2181 | 1500023 | EHPAD - bureau comptable | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 16/06/2015 | 10 | 426,30 | 255,78 | 42,03 | 127,80 |
| 2181 | 1500027 | URGENCE CONTROLE SANITAIRE - ehpad | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 19/10/2015 | 10 | 43 952,43 | 26 371,44 | 4 395,24 | 13 185,75 |
| 2181 | 1500036 | TRAVAUX ENCOFFREMENT EXTRACTION | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 08/12/2015 | 15 | 22 875,80 | 9 130,32 | 1 521,72 | 12 173,76 |
| 2181 | 1500189 | MISSION COORDONATEUR M.E.S. ACCUEIL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 20/03/2015 | 10 | 2 980,55 | 1 998,70 | 198,70 | 1 580,65 |
| 2181 | 1600001 | DEPLACEMENT DU SYSTEME DE SECURITE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 28/01/2016 | 15 | 11 076,54 | 3 692,20 | 738,44 | 6 645,90 |
| 2181 | 1600005 | TRAVAUX COMBLES ET PLACOLATRE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 17/02/2016 | 15 | 2 532,00 | 844,00 | 168,80 | 1 519,20 |
| 2181 | 1600008 | COORDINATION SSI1500718/RAR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 26/04/2016 | 15 | 1 154,80 | 384,95 | 79,99 | 692,86 |
| 2181 | 1600014 | EHPAD - MISE EN PLCE AGS DS COMBLES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 24/03/2016 | 15 | 2 333,34 | 777,80 | 155,56 | 1 399,98 |
| 2181 | 1700008 | POIMPE DE RELEVAGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 13/04/2017 | 15 | 3 990,00 | 1 065,60 | 288,40 | 2 644,00 |
| 2181 | 1700009 | CYLINDRE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 12/04/2017 | 15 | 2 583,08 | 688,84 | 172,21 | 1 722,03 |
| 2181 | 1700001 | PRESTATION MENUISERIE(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/01/2017 | 15 | 13 523,00 | 3 606,12 | 601,53 | 9 015,35 |
| 2181 | 1700010 | EHPAD - BLOC PRISES | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 25/04/2017 | 10 | 974,44 | 259,92 | 64,98 | 649,54 |
| 2181 | 1700011 | ACHAT MATERIELS PEINTURE DECORATION | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 16/05/2017 | 10 | 17 890,72 | 4 770,84 | 1 192,71 | 11 927,17 |
| 2181 | 1700014 | Peinture hall entrée + couloir cantou + couloirs | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 18/09/2017 | 10 | 1 058,00 | 282,28 | 70,57 | 705,75 |
| 2181 | 1700015 | Peintures des chambres 50 chambres | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 18/09/2017 | 10 | 152,83 | 40,78 | 10,19 | 101,88 |
| 2181 | 1700020 | MATERIEL DE PEINTURE 10 AN(S) | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 07/12/2017 | 10 | 15 363,10 | 4 290,10 | 1 330,98 | 10 392,88 |
| 2181 | 1700021 | POIGNEE RELEVABLE AVEC BEQUILLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 07/12/2017 | 15 | 4 473,32 | 1 193,16 | 298,29 | 2 832,87 |
| 2181 | 1700023 | MATERIEL DE PEINTURE(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 29/01/2018 | 10 | 126,32 | 25,26 | 8,42 | 92,64 |
| 2181 | 1800002 | POSE ET FOURNITURE D'UN COFFRET | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 12/02/2018 | 15 | 2 982,00 | 596,40 | 198,80 | 2 186,80 |
| 2181 | 1900025 | Remplacement moteur désenfumage SSI | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 14/10/2019 | 15 | 1 235,88 | 164,78 | 82,39 | 988,69 |
| 2181 | 1900027 | TRAVAUX DE PEINTURE AILE OUEST ET EST - | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 06/11/2019 | 15 | 45 000,00 | 8 000,00 | 3 000,00 | 36 000,00 |
| 2181 | 1900032 | Travaux câblage bureaux RDC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 25/11/2019 | 10 | 1 539,88 | 307,68 | 153,99 | 1 077,88 |
| 2181 | 1900038 | REFACTORISATION TRAVAUX EHPAD/Travaux peinture RDC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2019 | 15 | 33 600,00 | 4 300,00 | 2 200,00 | 26 800,00 |
| 2181 | 1900039 | Travaux circuit airtel urgence | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/12/2019 | 15 | 1 023,00 | 136,40 | 69,20 | 818,40 |
| 2181 | 1900040 | Cablage informatique appel malade | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 23/12/2019 | 10 | 1 812,43 | 362,48 | 181,24 | 1 268,71 |
| 2181 | 1900044 | Price RJ45 bureaux RDC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2019 | 10 | 1 399,15 | 279,84 | 139,92 | 879,39 |
| 2181 | 1900218101 | LITS MEDICALISES UDAP | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1990 | 10 | 28 307,34 | 28 307,34 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1991218101 | BARRIERES POUR LITS MEDICALISES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1991 | 10 | 3 348,80 | 3 348,80 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1993218101 | FAUTEUIL ROULANT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1993 | 10 | 487,93 | 487,93 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1993218102 | BARRIERES POUR LITS MEDICALISES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1993 | 10 | 2 712,11 | 2 712,11 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1993218103 | FAUTEUIL ROULANT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1993 | 10 | 515,53 | 515,53 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1993218104 | FAUTEUIL ROULANT DUPONT TYPE 500 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1993 | 10 | 1 066,69 | 1 066,69 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1993218105 | FAUTEUIL ROULANT VERMEIREN | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1993 | 10 | 472,96 | 472,96 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1994218101 | FAUTEUIL ROULANT VERMEIREN + BANDAGES SOUPLES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1994 | 10 | 529,14 | 529,14 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1996218101 | MATERIEL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1996 | 10 | 19 593,45 | 19 593,45 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1997218101 | MATERIEL MATPAD HEBERGEMENT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1997 | 10 | 15 651,56 | 15 651,56 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1997218102 | FAUTEUIL AERODOM | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1997 | 10 | 459,78 | 459,78 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1997218103 | BARRIERES DE LIT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1997 | 10 | 347,71 | 347,71 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1997218104 | BARRIERES DE LIT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1997 | 10 | 173,86 | 173,86 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1999218101 | CANIVEAU SOL INDIX | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1999 | 10 | 792,41 | 792,41 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1999218102 | CLAVIER CODE PORTE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1999 | 10 | 3 842,54 | 3 842,54 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1999218103 | STORE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1999 | 10 | 1 313,08 | 1 313,08 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 1999218104 | PORTE GARAGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1999 | 10 | 788,95 | 788,95 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 2000218101 | DIGICODE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2000 | 10 | 1 054,74 | 1 054,74 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 2001218101 | ASSERVISSEMENT DE PORTES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 2 650,54 | 2 650,54 | 0,00 | 0,00 |
| 2181 | 2001218102 | | | | | | | | |

| COMPTES | N° INVENTAIRE | DESIGNATION DU BIEN | CATEGORIE INVENTAIRE | DATE ACQUISITION | DUREE AMORT. | VALEUR BRUTE | AMORTISSEMENTS ANTERIEURS | AMORTISSEMENTS 2022 | VALEUR NETTE |
|---------|-----------------|--|--|------------------|--------------|--------------|---------------------------|---------------------|--------------|
| 2181 | 2007218102 | RENOVATION 10 CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 14 576.89 | 14 576.89 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2007218104 | RESTRUCTURATION CUISINES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 17 211.75 | 10 064.30 | 1 147.45 | 0.00 |
| 2181 | 2007218105 | STORES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 1 671.80 | 1 671.80 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2007218108 | RESTRUCTURATION CUISINES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 2 272.40 | 2 120.86 | 151.40 | 0.00 |
| 2181 | 2007218115 | SYSTEME DE FILTRATION D EAU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 1 468.45 | 1 468.45 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2007218118 | RESTRUCTURATION CUISINES + AGRANDISSEMENT RESTO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 3 354.19 | 3 130.54 | 223.61 | 0.00 |
| 2181 | 2007218120 | RESTRUCTURATION CUISINES + AGRANDISSEMENT RESTO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 6 835.51 | 6 835.51 | 488.28 | 0.00 |
| 2181 | 2007218130 | TRAVAUX CUISINE INGENIERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 6 186.24 | 5 773.82 | 412.42 | 0.00 |
| 2181 | 2007218131 | TRAVAUX CUISINE NORMA/EST | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 1 445.96 | 1 349.58 | 96.40 | 0.00 |
| 2181 | 2007218132 | TRAVAUX CUISINE ACTISOL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 10 263.30 | 9 570.08 | 684.22 | 0.00 |
| 2181 | 2007218133 | TRAVAUX CUISINE LUCAS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 25 136.28 | 23 480.50 | 1 675.75 | 0.00 |
| 2181 | 2007218134 | TRAVAUX CUISINE NADELEC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2007 | 15 | 23 132.27 | 22 132.32 | 1 580.88 | 0.00 |
| 2181 | 2008218101 | RESTRUCTURATION CUISINES + AGRANDISSEMENT RESTO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2008 | 15 | 113 185.92 | 98 489.69 | 7 545.73 | 1 550.50 |
| 2181 | 2008218108 | MENUISERIES ALU LINGERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1 781.59 | 1 781.59 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218116 | RESTRUCTURATION CUISINES + AGRANDISSEMENT RESTO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 33 978.81 | 33 978.81 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218117 | MISSION COORDINATION SSI | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1 440.74 | 1 440.74 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218122 | RENOVATION 10 CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 14 352.02 | 14 352.02 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218127 | FOURNITURE ET POSE DE TOILES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1 752.62 | 1 752.62 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218128 | REMPLACEMENT DIGICODE CANTOU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1 561.40 | 1 561.40 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218129 | FOURNITURE ET POSE DE STORES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 4 408.35 | 4 408.35 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218130 | 50 POIRES D'APPEL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2008 | 5 | 1 967.42 | 1 967.42 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218132 | REFECTION CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1 294.63 | 1 294.63 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218133 | REFECTION CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 938.29 | 938.29 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218134 | REFECTION CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1 109.95 | 1 109.95 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218136 | ADJOINCTION 2 MOBILES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2008 | 5 | 734.34 | 734.34 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218137 | CEMDRIER ROULET | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 131.22 | 131.22 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218138 | 4 SERRURES A CODE D'ACCES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2008 | 5 | 1 805.10 | 1 805.10 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2008218139 | BARRE D APPUI WC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1 423.05 | 1 423.05 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218100 | INSTALLATIONS DIVERSES ANTERIEUR 2009 / TRAVAUX DE RENOVATION | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 06/10/2009 | 10 | 373 296.86 | 344 944.08 | 0.00 | 28 352.78 |
| 2181 | 2009218101 | CORNIERES ANGLE DE MUR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 4 496.96 | 4 496.96 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218102 | REFECTION PIECE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 3 354.08 | 3 354.08 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218104 | COORDINATION ICI | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 390.94 | 1 390.94 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218105 | RENOVATION 15 CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 11 742.44 | 11 742.44 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218106 | RESTRUCTURATION CUISINES + AGRANDISSEMENT RESTO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 853.13 | 853.13 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218107 | REPARATION POMPE DE LEVAGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 018.31 | 1 018.31 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218108 | TROIS VOLETS ROULANTS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 253.34 | 1 253.34 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218109 | 48 TOILES ALUMINIUM | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 3 438.50 | 3 438.50 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218110 | RENOVATIONS CHAPELLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 3 345.14 | 3 345.14 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218113 | TRANSMETTEUR VOCAL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 315.86 | 1 315.86 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218114 | SIX COMBINES GIGASET | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 358.80 | 358.80 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218115 | BARREAUX FENETRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 645.84 | 645.84 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218119 | CORNIERES ANGLE DE MUR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 4 784.00 | 4 784.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218120 | REMPLACEMENT WC 40 CHAMBRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 11 605.00 | 11 605.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218121 | REMPLACEMENT 14 BLOCS DE SECOURS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 657.66 | 1 657.66 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218122 | POSE STATION DE LAVAGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 690.73 | 690.73 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218123 | RENOVATION PHARMACIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 600.86 | 1 600.86 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218124 | RENOVATION INFIRMERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 6 436.76 | 6 436.76 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218125 | SOCOTEC AMELIORATION SECURITE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 435.20 | 1 435.20 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218127 | DECORATION SALLE DE BAINS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 938.25 | 938.25 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2009218128 | RENOVATION COULOIR REZ-DE-CHAUSSEE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 1 183.73 | 1 183.73 | 131.53 | 0.00 |
| 2181 | 2010218101 | STORES EN TOILE EVM | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 07/05/2010 | 10 | 5 513.30 | 5 513.30 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2010218104 | PEINTURES SOLS ET MURS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 07/12/2010 | 10 | 875.13 | 875.13 | 125.46 | 0.00 |
| 2181 | 2011218101 | MODIFICATION VMC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 23/08/2011 | 10 | 2 374.06 | 2 374.06 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2011218102 | PLANTES ET ACCESSOIRES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 23/08/2011 | 10 | 1 722.21 | 1 722.21 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2011218109 | TRAVAUX MARCHÉ SSI+ACCUEIL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 31/12/2011 | 15 | 51 144.82 | 34 096.50 | 3 409.85 | 13 638.67 |
| 2181 | 206218124 | MATERIEL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 6 830.31 | 6 830.31 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 2100002 | REFACTURATION VILLE. REMBOURSEMENT EHPAD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 01/02/2021 | 15 | 7 725.58 | 0.00 | 515.04 | 7 210.54 |
| 2181 | 2100004 | REFACTURATION TRAVAUX INVESTISSEMENT 1ER TRIMESTRE 2021 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 18/05/2021 | 10 | 347.00 | 0.00 | 23.13 | 323.87 |
| 2181 | 2100014 | Création local oxygène - Menuseries | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 10/08/2021 | 15 | 4 489.79 | 0.00 | 299.32 | 4 190.47 |
| 2181 | 900036924031 | FACT H V1510-176 DU 23/10/15 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 17/12/2021 | 15 | 360.00 | 0.00 | 0.00 | 1 780.37 |
| 2181 | 9000404441031 | COMMISSION SECURITE SC1500648/RAR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 18/11/2015 | 15 | 360.00 | 360.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2181 | 90005299620431 | Cablage informatique | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 10/03/2016 | 15 | 2 280.00 | 780.00 | 152.00 | 1 368.00 |
| 2181 | 90005044701931 | Cablage bureaux | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2018 | 10 | 2 308.20 | 691.86 | 230.62 | 1 386.72 |
| 2181 | 2000002 | PEINTURE CANTOU ACOMPTE 2 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/08/2019 | 10 | 540.00 | 178.00 | 54.00 | 378.00 |
| 2181 | 2000003 | TRAVAUX EHPAD CANTOU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/01/2020 | 15 | 9 289.00 | 619.27 | 819.27 | 8 050.46 |
| 2181 | 2000004 | Remplacement portes | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/01/2020 | 15 | 12 386.00 | 825.73 | 825.73 | 10 734.54 |
| 2181 | 2000006 | Pompe de relevage | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 16/02/2020 | 15 | 1 692.55 | 159.28 | 159.28 | 2 580.99 |
| 2181 | 2000016 | 3 serrures a code | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 25/05/2020 | 15 | 3 904.25 | 260.28 | 260.28 | 3 383.69 |
| 2181 | 2000018 | travaux peinture cartou | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/07/2020 | 15 | 1 512.72 | 100.85 | 100.85 | 1 311.02 |
| 2181 | 2000019 | pose d'un bandeau de porte coffre de ventilation creation local oxygene | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 21/09/2020 | 15 | 9 260.00 | 619.33 | 619.33 | 8 051.34 |
| 2181 | 2000025 | travaux conformité électrique creation local oxygene remplacement chargeur | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 07/10/2020 | 15 | 6 443.26 | 429.55 | 429.55 | 5 584.16 |
| 2181 | 90005869240031 | SALLE ANIMATION EHPAD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 16/11/2020 | 15 | 21 733.56 | 1 448.90 | 1 448.90 | 18 835.76 |
| 2181 | 90005861130031 | EHPAD BUREAU PSY | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/01/2020 | 15 | 7 720.00 | 514.67 | 514.67 | 6 690.65 |
| 2181 | 90005861130131 | EHPAD apt 01 ET LOCAL POUBELLES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 20/01/2020 | 15 | 8 200.00 | 552.67 | 552.67 | 7 194.66 |
| 2181 | 90006990510331 | Fourniture et programmation de 4 télécommandes Adaptateur réseau TV | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 08/05/2020 | 15 | 9 995.00 | 468.00 | 468.00 | 8 059.00 |
| 2181 | 90007020081231 | REFACTURATION INVESTISSEMENT. Cablage pour Totem | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2021 | 5 | 358.61 | 0.00 | 23.91 | 334.70 |
| 2181 | 90007038480431 | Remplacement BAES Travaux menuiseries Conformités électriques | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2021 | 5 | 1 247.92 | 0.00 | 83.19 | 1 164.73 |
| 2181 | 900070503651931 | Meubles de cuisine. Cuisine Violette / Modification plan de travail. Eclairage | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2021 | 5 | 3 138.10 | 0.00 | 209.21 | 2 928.89 |
| 2181 | 900070521740431 | REFACT INVESTISSEMENT DPB 3E TRIM 2022Remplacement éclairage | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 15/11/2022 | 5 | 11 725.72 | 0.00 | 0.00 | 11 725.72 |
| 2181 | 900070521740431 | REFACT INVESTISSEMENT DPB 3E TRIM 2022Remplacement éclairage | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 24/11/2022 | 5 | 4 189.15 | 0.00 | 0.00 | 4 189.15 |
| 2181 | 9000705250631 | REFACTU TRAV INVEST-DPB-EHPAD-4T2022 ROUEN-SECURITE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2022 | 5 | 2 676.55 | 0.00 | 0.00 | 2 676.55 |
| 2181 | | instal galees agent amognt divers | | | | | 1 731 423.11 | 127 980.53 | 709 320.32 |
| 2182 | 2006218201 | PEUGEOT 206-308 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 30/09/2006 | 5 | 9 810.00 | 9 810.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2182 | | matériel de transport | | | | 9 810.00 | 9 810.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2183 | 1100966 | FACTURATION INFORMATIQUE MAIRIE DE ROUEN | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 3 AN(S) | 08/12/2011 | 3 | 613.54 | 613.54 | 0.00 | 0.00 |
| 2183 | 1200017 | REFACTURATION VDR DELTA SI | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 3 AN(S) | 04/10/2012 | 3 | 908.96 | 908.96 | 0.00 | 0.00 |
| 2183 | 1200761 | DESTRUCTEUR REHEL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 04/10/2012 | 5 | 455.48 | 455.48 | 0.00 | 0.00 |
| 2183 | 1300998 | 8 ORDINATEURS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 24/12/2013 | 5 | 4 803.31 | 1 879.88 | 0.00 | 2 923.43 |
| 2183 | 1400566 | MATERIEL VIDEOCONFERENCE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 05/09/2014 | 5 | 5 019.07 | 5 019.07 | 0.00 | 0.00 |
| 2183 | 1400600 | PC PORTABLE + VIDEOPROJECTEUR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2014 | 5 | 504.53 | 504.53 | 0.00 | 0.00 |
| 2183 | 1400667 | RENOUVELLEMENT PC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 26/12/2014 | 5 | 1 662.45 | 1 662.45 | 0.00 | 0.00 |
| 2183 | 1700024 | PC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2017 | 5 | 2 411.85 | 1 629.32 | 482.33 | 0.00 |
| 2183 | 2000017 | ACHAT CHARIOT NOVELO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 14/08/2020 | 5 | 408.83 | 81.97 | 81.97 | 245.89 |
| 2183 | 2000023 | 1 PC portable écrans+ routeurs, 3 pc renouvellement et téléphonie | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 | | | | | | |

| COMPTE | N° INVENTAIRE | DESIGNATION DU BIEN | CATEGORIE INVENTAIRE | DATE | DUREE | VALEUR | AMORTISSEMENTS | AMORTISSEMENTS | VALEUR |
|--------|----------------|--|--|------------|-------|------------|----------------|----------------|-----------|
| | | | | | | BRUTE | ANTERIEURS | 2022 | NETTE |
| 2184 | 1300379 | 9 FAUTEUILS + 13 BRIDGES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/05/2013 | 10 | 9 240,13 | 8 269,28 | 970,85 | 0,00 |
| 2184 | 1300752 | CHARIOT A DOSSIERS + 3 FAUTEUILS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 16-12-2013 | 10 | 858,72 | 772,85 | 85,87 | 0,00 |
| 2184 | 1400034 | FAUTEUIL CLUB NOR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 30/01/2014 | 10 | 636,27 | 572,64 | 63,63 | 0,00 |
| 2184 | 1400056 | VESTIAIRE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 25/02/2014 | 10 | 264,67 | 238,20 | 26,47 | 0,00 |
| 2184 | 1400218 | DIVERS MOBILIER INVEST 2014 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 15/05/2014 | 10 | 11 803,68 | 10 823,31 | 1 180,37 | 0,00 |
| 2184 | 1400593 | CLASSEUR A TIROURS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 22/10/2014 | 10 | 310,90 | 217,63 | 31,09 | 82,18 |
| 2184 | 1400687 | POTS DE JARDIN | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 19-12-2014 | 10 | 175,68 | 122,96 | 17,57 | 7,96 |
| 2184 | 1400945 | FAUTEUIL CLUB | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10-12-2014 | 10 | 638,40 | 568,60 | 63,84 | 0,00 |
| 2184 | 1500001 | MOBILIER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 02/03/2015 | 10 | 10 184,57 | 6 110,76 | 1 018,46 | 3 055,35 |
| 2184 | 1500022 | Urgence suite controle sanitaire - ehpad | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 03/09/2015 | 10 | 318,22 | 190,92 | 31,82 | 95,48 |
| 2184 | 1500034 | ARMOIRE DE SECURITE - EHPAD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/12/2015 | 10 | 2 970,26 | 1 782,18 | 297,03 | 891,05 |
| 2184 | 1700002 | ACHAT MOBILIER LOT No8(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/02/2017 | 15 | 3 294,37 | 878,48 | 219,82 | 2 196,27 |
| 2184 | 1700003 | EHPAD - SIEGE(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/01/2017 | 15 | 64,80 | 171,16 | 42,79 | -327,85 |
| 2184 | 1700004 | ACHAT MOBILIER(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 23/01/2017 | 15 | 191,79 | 51,12 | 12,78 | 127,80 |
| 2184 | 1700005 | ACHAT MOBILIER DE BUREAU LOT No3(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 08/03/2017 | 15 | 1 268,22 | 338,20 | 84,55 | 845,47 |
| 2184 | 1700006 | ACHAT MOBILIER LOT No1(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 03/04/2017 | 15 | 1 322,39 | 352,64 | 88,16 | 881,59 |
| 2184 | 1900028 | VITRINE - EHPAD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 06-11/2010 | 15 | 232,12 | 30,94 | 15,47 | 185,71 |
| 2184 | 1900030 | ARMOIRE BASSE - EHPAD POSTES DE TRAVAIL 16-076 LOT No 1 - PER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 06/11/2019 | 15 | 663,38 | 88,46 | -44,23 | 530,69 |
| 2184 | 1900034 | ACHAT TABOURETS ASSIS-DEBOUT POSTES DE TRAVAIL 16-076 LOT No 1 - PER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 05/12/2019 | 15 | 2 659,31 | 354,58 | 177,29 | 2 127,44 |
| 2184 | 1992218401 | VESTIAIRES DE BUREAU UCAP | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1992 | 10 | 528,33 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 1992218402 | VESTIAIRES DE BUREAU UCAP | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1992 | 10 | 812,45 | 812,45 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 1992318401 | VESTIAIRES DE BUREAU UCAP | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1993 | 10 | 187,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 1997218401 | FAUTEUIL DE BUREAU UCAP | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1997 | 10 | 177,60 | 177,60 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 1999218401 | PARAVENT 3 VOLETS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/1999 | 10 | 259,10 | 259,10 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2000021 | moblier cantou | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 14/12/2020 | 15 | 382,22 | 25,48 | 25,48 | 331,28 |
| 2184 | 2000026 | Vestiaires | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 03/12/2020 | 15 | 827,66 | 55,18 | 55,18 | 717,30 |
| 2184 | 2000218401 | MOBILIER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2000 | 10 | 243,06 | 243,06 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2001218401 | BIBLIOTHEQUE SANS PORTE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 139,48 | 139,48 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2001218402 | MEUBLE INFORMATIQUE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 293,92 | 293,92 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2001218403 | MOBILIER CANTOU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 9 199,80 | 9 199,80 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2005218401 | FAUTEUILS - TABLES DE REPAS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 16 582,55 | 16 582,55 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2005218402 | VESTIAIRE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 470,39 | 470,39 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2005218403 | FAUTEUILS DE BUREAU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 437,74 | 437,74 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2006218401 | MOBILIER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 4 813,90 | 4 813,90 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2007218401 | BUREAU AUBERY/NATHALIE/ERGOTHERAPEUTE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 3 357,77 | 3 357,77 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 1500015 | 5 POSTES DE TRAVAIL STATION DEBOUT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 560,29 | 560,29 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2009218401 | 2 ARMOIRES HAUTES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 30/09/2009 | 10 | 730,73 | 730,73 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2009218402 | AMENAGEMENT SALLE DE SOINS / PHARMACIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 22 947,36 | 22 947,36 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | 2100001 | ACHAT TABEAUX BLANCS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 28/10/2021 | 15 | 216,88 | 0,00 | 14,45 | 202,23 |
| 2184 | 2200023 | ACHAT CHAISE DE BUREAU 21/1222 LOT 1 DISTRIBUTEUR DE MOBILIER - PERIOD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2020 | 10 | 278,60 | 0,00 | 0,00 | 278,60 |
| 2184 | 1600010 | MOBILIER UNITE CLEMENTINE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/03/2018 | 10 | 8 009,22 | 2 003,50 | 400,61 | 3 605,11 |
| 2184 | 1600011 | MOBILIER UNITE VIOLETTE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/03/2018 | 10 | 8 009,22 | 2 003,50 | 400,61 | 3 605,11 |
| 2184 | 1600008 | MOBILIER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 04/07/2018 | 15 | 1 769,82 | 353,91 | 117,97 | 1 297,74 |
| 2184 | 1600009 | FAUTEUILS DE REPOS ZARA X 25 INCLINABLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 04/04/2018 | 15 | 16 844,40 | 2 245,92 | 1 122,96 | 13 475,52 |
| 2184 | 1600010 | AMENAGEMENT PHARMACIE SELON DEVIREPORT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 16/04/2019 | 15 | 11 533,44 | 1 537,80 | 768,90 | 9 226,74 |
| 2184 | 1600012 | MOBILIER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 03/06/2019 | 15 | 79,06 | 39,98 | 479,72 | 0,00 |
| 2184 | 90005696 | 152331 BUREAU DROIT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 18/06/2019 | 15 | 224,98 | 30,00 | 15,00 | 179,98 |
| 2184 | 2000015 | ACHAT MOBILIER BUREAU RDC(REPORT) POSTES DE TRAVAIL 16-076 LOT No 1 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 24/03/2020 | 15 | 498,71 | 33,25 | 33,25 | 432,21 |
| 2184 | 90005675530731 | ACHAT MOBILIER SALLE DE PAUSE (REPORT) BIBLIOTHEQUE 16-079 LOT No 4 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 24/03/2020 | 15 | 1 059,84 | 70,86 | 70,68 | 918,52 |
| 2184 | 90005697700031 | ACHAT LIT D'APPOINT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 14/04/2020 | 15 | 365,11 | 24,34 | 24,34 | 316,43 |
| 2184 | 9000609980031 | ACHAT MOBILIER - CLAUSTRAS LOT 3 MATERIEL ELECTROMENAGER DOMEST | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 15 AN(S) | 25/06/2020 | 15 | 2 385,00 | 157,67 | 157,67 | 2 049,66 |
| 2184 | | moblier | | | | 174 361,04 | 117 735,99 | 8 068,26 | 48 567,09 |
| 2188 | 1100647 | CELLULE DE REFOURDISSEMENT RAPIDE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 16-12-2011 | 10 | 3 750,00 | 3 750,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1100965 | CHANGEMENT EXTINCTEURS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 08-12/2011 | 10 | 3 013,54 | 3 013,54 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1200175 | LAVE-VAISSELLE FAGOR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 24/05/2012 | 5 | 365,50 | 365,50 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1300012 | REFACT TELEPHONE APPEL MALADE VILLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 17/01/2013 | 10 | 91 526,81 | 82 373,95 | 9 152,86 | 0,00 |
| 2188 | 1400003 | TV LED | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 06/01/2014 | 5 | 399,00 | 399,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1400004 | SIÈGE PEDICURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 06/01/2014 | 10 | 468,11 | 468,11 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1400009 | LAVE LINGE PRIMUS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 30/01/2014 | 10 | 4 128,46 | 4 128,46 | 457,83 | 0,00 |
| 2188 | 1400012 | LAVE BASSIN | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 06/01/2014 | 10 | 5 528,33 | 4 075,50 | 552,83 | 0,00 |
| 2188 | 1400115 | ARMOIRE FROIDE ODIC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 19/03/2014 | 10 | 8 568,14 | 7 711,33 | 856,81 | 0,00 |
| 2188 | 1400137 | GENERATEUR VAPEUR PRO EXPRESS CALOR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 14/03/2014 | 5 | 318,99 | 318,99 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1400508 | LAVE VAISSELLE FRONTAL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/09/2014 | 10 | 2 215,20 | 1 993,68 | 221,52 | 0,00 |
| 2188 | 1400521 | INVEST ELECTRO EHPAD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 12/12/2014 | 5 | 582,00 | 582,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1400559 | LAVE-VAISSELLE ELFRAMO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 12/09/2014 | 10 | 3 446,40 | 3 101,75 | 344,64 | 0,00 |
| 2188 | 1500003 | Fourniture et pose d'un clavier | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 10/03/2015 | 5 | 795,60 | 795,60 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1500005 | lave vaisselle | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 09/03/2015 | 5 | 342,72 | 342,72 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1500020 | Urgence controle sanitaire - ehpad | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 21/07/2015 | 10 | 2 680,40 | 2 394,36 | 266,04 | 0,00 |
| 2188 | 1500030 | Conteneur transport repas | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 09/11/2015 | 5 | 2 743,20 | 2 743,20 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1500037 | FOURNITURE ET POSE FOURNEAU COMETTO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/12/2015 | 10 | 5 823,60 | 5 241,24 | 582,36 | 0,00 |
| 2188 | 1500038 | BLINER ROBOT COURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2015 | 10 | 2 314,00 | 2 314,00 | 231,42 | 0,00 |
| 2188 | 1500039 | ECRAN PLAT TV LED | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 31/12/2015 | 5 | 549,00 | 549,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1500118 | SECHE LINGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 28/03/2015 | 10 | 6 826,76 | 5 964,08 | 682,68 | 0,00 |
| 2188 | 1500155 | SECHOIR ROTATIF | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 13/03/2015 | 10 | 3 836,00 | 3 272,40 | 383,60 | 0,00 |
| 2188 | 1600004 | COMMANDE N.0006958882 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 01/08/2010 | 10 | 331,08 | 297,95 | 33,11 | 0,00 |
| 2188 | 1600013 | FONTAINE REFRIGEREE/1500682/2RAR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/03/2016 | 10 | 2 454,00 | 2 208,80 | 245,40 | 0,00 |
| 2188 | 1600017 | TRANCHEUR A VAISSELLE GRAVINOX 300 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 17/08/2016 | 10 | 1 934,28 | 1 634,28 | 214,92 | 0,00 |
| 2188 | 1600023 | ACHAT TV LED SAMSUNG UE48J5000 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 27/06/2016 | 5 | 449,00 | 449,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1600024 | MACHINE A COUDRE MODELE 4 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 27/09/2016 | 5 | 499,00 | 499,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1600025 | PARASOL 5 + DALLES PIED | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 13/10/2016 | 10 | 695,00 | 625,50 | 69,50 | 0,00 |
| 2188 | 1600027 | EHPAD LAVE LINGE | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 12/12/2016 | 10 | 4 839,60 | 4 354,60 | 483,96 | 0,84 |
| 2188 | 1600028 | LIQUIDATION 29888/INVESTISSEMENTS 2016 | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 30/12/2016 | 10 | 533,88 | 268,95 | 53,39 | 213,54 |
| 2188 | 1600039 | BORNE MELO SYMPHONIE | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 30/12/2016 | 10 | 5 273,34 | 2 636,85 | 527,33 | 2 108,36 |
| 2188 | 1700007 | EHPAD-ARMOIRE A COUTEAU(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 14/03/2017 | 5 | 469,20 | 469,20 | 93,84 | 0,00 |
| 2188 | 1700012 | CHARIOTS DE DISTRIBUTION MEDICAMENTS | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 26/06/2017 | 10 | 10 248,31 | 4 099,32 | 1 024,83 | 5 124,16 |
| 2188 | 1700013 | EHPAD-ACHAT FOUR | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 07/07/2017 | 10 | 7 680,00 | 3 072,00 | 768,00 | 3 840,00 |
| 2188 | 1700016 | CELLULE DE REFOURDISSEMENT | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 28/08/2017 | 10 | 4 559,40 | 1 823,76 | 455,94 | 2 279,70 |
| 2188 | 1700017 | ACHAT PLAQUE ELECTRIQUE CHARIOT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 16/10/2017 | 5 | 110,88 | 88,70 | 22,18 | 0,00 |
| 2188 | 1700018 | ACHAT MIXEUR PLONGEANT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 16/10/2017 | 5 | 554,40 | 443,52 | 110,88 | 0,00 |
| 2188 | 1700019 | ACHAT ASPIREUR DE POUSSIERE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 27/11/2017 | 5 | 235,51 | 57,63 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | 1700022 | TELEVESEUR(REPORT) | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 05/02/2018 | 5 | 394,00 | 236,40 | 78,80 | 78,80 |
| 2188 | 1800001 | DREILLER | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 14/02/2018 | 10 | 933,60 | 298,08 | 99,36 | 506,16 |
| 2188 | 1800004 | CHARIOT PORTE SACS | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 27/03/2018 | 10 | 3 888,22 | 1 166,46 | 388,82 | 2 332,94 |
| 2188 | 1800005 | FAUTEUIL DE DOUCHE | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 27/03/2018 | 10 | 6 295,58 | 1 888,88 | 629,56 | 3 777,34 |
| 2188 | 1900018 | DESINSECTEUR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 11/06/2019 | 5 | 408,00 | 163,20 | 81,60 | 163,20 |
| 2188 | 1900026 | | | | | | | | |

| COMPTES | N° INVENTAIRE | DESIGNATION DU BIEN | CATEGORIE INVENTAIRE | ACQUISITION | DUREE | VALEUR BRUTE | AMORTISSEMENTS ANTERIEURS | AMORTISSEMENTS 2022 | VALEUR NETTE |
|---------|-----------------|---|--|-------------|-------|-----------------|------------------------------|------------------------|-----------------|
| 2188 | 2001218805 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 303.37 | 303.37 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2001218806 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 884.15 | 884.15 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2001218807 | MAPAD CURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 474.89 | 474.89 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2001218808 | MAPAD CURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 512.23 | 512.23 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2001218809 | MAPAD CURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 1328.08 | 1328.08 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2001218810 | MAPAD CURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2001 | 10 | 3875.23 | 3875.23 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2002218801 | CLOISON SEPARATION SALLE RESTO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2002 | 10 | 3559.02 | 3559.02 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2002218802 | CENTRALE INCENDIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2002 | 10 | 23130.88 | 23130.88 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218801 | TV THOMSON DARTY | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 598.00 | 598.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218802 | CONGELATEUR GT3002 LANEF | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 478.40 | 478.40 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218803 | DETECTION INCENDIE ALPHA | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 4615.83 | 4615.83 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218804 | REFRIGERATEUR FAURE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 210.99 | 210.99 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218805 | LAVE ASSIETTES 12S LANEF | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 4315.17 | 4315.17 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218801 | GENERATEUR VAPEUR ASTORIA | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 320.99 | 320.99 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218807 | DOUCHE AU LIT AUC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 408.96 | 408.96 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218808 | 2 CHARIOTS DE SERVICE LANEF | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 722.38 | 722.38 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218809 | 5 CHARIOTS DE MENAGE ARGOS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 6940.83 | 6940.83 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218810 | ROBOT MIXER BLIXER LANEF | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 2039.96 | 2039.96 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2003218811 | VENTOUSE PORTE GARAGE RECORD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2003 | 10 | 708.64 | 708.64 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2004218801 | CHARIOT DE CHANGE CADDIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2004 | 10 | 812.32 | 812.32 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2004218802 | PEINTURE SOL RESERVE LENOIR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2004 | 10 | 1688.33 | 1688.33 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2005218801 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 4875.69 | 4875.69 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2005218802 | LAVE-VAISSELLE LANEF | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 3090.48 | 3090.48 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2005218803 | TRAPPE DE DESENFUMAGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 616.12 | 616.12 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2005218804 | SECHE-LINGE NATURA | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 4481.08 | 4481.08 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2005218805 | LAVE-LINGE GURBEAU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 3683.32 | 3683.32 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2005218808 | REFRIGERATEUR LIEBHERR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2005 | 10 | 853.94 | 853.94 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218801 | EQUIPEMENT LINGERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 4515.57 | 4515.57 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218802 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 1758.12 | 1758.12 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218803 | SECHE-LINGE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 4461.08 | 4461.08 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218804 | EQUIPEMENT PHARMACIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 13513.54 | 13513.54 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218805 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 288.68 | 288.68 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218806 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 197.12 | 197.12 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218807 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 200.43 | 200.43 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218808 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 734.80 | 734.80 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218809 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 24.71 | 24.71 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218810 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 682.01 | 682.01 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218811 | DIVERS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 796.72 | 796.72 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218807 | 2 SERRURES A CODE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 473.72 | 473.72 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218813 | RIDEAUX + FILMS PROTECTEURS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 3247.69 | 3247.69 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218814 | RIDEAUX | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2006 | 10 | 1044.49 | 1044.49 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2007218801 | CABINE DOUCHE PRELUDE AVEC WC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 7983.61 | 7983.61 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2007218802 | LAVE-VAISSELLE G7855WG CANTOU | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 2988.47 | 2988.47 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2007218803 | FOURNITURES PEINTURE ET DECORATION | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 2829.22 | 2829.22 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2007218804 | 5 FOYAIRES REFRIGERES DEMI-LUNE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2007 | 10 | 5491.27 | 5491.27 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218801 | GENERATEUR VAPEUR CALOR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 299.00 | 299.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218802 | 2 CENDRIERS AIGRETTE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 364.28 | 364.28 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218803 | APPAREIL DE MOBILISATION PASSIVE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 6 AN(S) | 31/12/2008 | 6 | 3959.80 | 3959.80 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218804 | 53 BARRES D'APPUI WC | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 1423.05 | 1423.05 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218805 | DEFIBRILLATEUR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 8 AN(S) | 31/12/2008 | 8 | 2007.00 | 2007.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218806 | ENSEMBLE TV DVD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 617.90 | 617.90 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218807 | 2 SERRURES A CODE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 902.55 | 902.55 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2008218812 | Equipment cuisine | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2008 | 10 | 41324.19 | 41324.19 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2009218800 | MATERIELS DIVERS ANTERIEUR 2009 RCT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 08/10/2009 | 10 | 17169.31 | 17169.31 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2009218801 | 2 CHARIOTS BLANCHISSERIE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 30/09/2009 | 5 | 4672.20 | 4672.20 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2009218804 | 3 CHARIOTS | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 30/09/2009 | 5 | 2679.37 | 2679.37 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2009218805 | 2 LAVE-VAISSELLE KROMO | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 30/09/2009 | 5 | 3726.74 | 3726.74 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2009218806 | 2 TELEPHONES GIGASET | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 30/09/2009 | 5 | 644.84 | 644.84 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2009218807 | LAVEUSE A CARPET | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 3784.82 | 3784.82 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2009218808 | AUTOLAVEUSE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2009 | 10 | 5164.03 | 5164.03 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2010218801 | ARMOIRE FROIDE POSITIVE SEDA | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 08/06/2010 | 10 | 1420.25 | 1420.25 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2010218802 | TABLE A REPASSER AVEC CHARIOT TECNIX | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 08/06/2010 | 10 | 347.20 | 347.20 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2010218803 | LAVE-LINGE FRANSTAL | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 08/06/2010 | 10 | 8028.40 | 8028.40 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2010218804 | NETTOYEUR HAUTE PRESSION DESCOURS ET CABAUD | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/06/2010 | 10 | 704.44 | 704.44 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2010218805 | EMULSIONNEUR MIXER BLIXER LANEF | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 18/06/2010 | 10 | 3155.00 | 3155.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2010218806 | MICRO AVEC ALUPLI + PIED | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 10/12/2010 | 10 | 248.00 | 248.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2010218807 | ARMOIRE FROIDE POSITIVE CUISINE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 27/12/2010 | 10 | 1568.76 | 1568.76 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2011218801 | ARMOIRE SUSPENDUE + CHARIOT DE SERVICE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 18/11/2011 | 10 | 917.50 | 917.50 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2011218802 | REFRIGERATEUR LIEBHERR | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 06/04/2011 | 10 | 335.00 | 335.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2011218803 | LAVE-VAISSELLE BOSCH + FOUR MICRO-ONDE PROLINE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 07/09/2011 | 10 | 517.80 | 517.80 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2011218804 | CHARIOT A FOND MOBILE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 18/11/2011 | 10 | 655.00 | 655.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2188 | 2100001 | ACHAT SIEGE DE DOUCHE(REPORT) | | 12/01/2021 | 6 | 1196.52 | 0.00 | 119.65 | 1076.87 |
| 2188 | 2100003 | ACHAT ARMOIRE FROIDE POSITIVE(REPORT) LOT 1 FOURNITURE ET MISE EN PLACE MAT R | | 12/05/2021 | 10 | 2228.40 | 0.00 | 222.84 | 2005.56 |
| 2188 | 2100005 | ACHAT BABY FOOT ET BALLEES LIEGE | | 10/08/2021 | 15 | 2165.69 | 0.00 | 216.57 | 1949.12 |
| 2188 | 2100008 | ACHAT FONTAINE EAU GAZEUSE ET CONTRAT MA | | 12/10/2021 | 10 | 4226.40 | 0.00 | 422.64 | 3803.76 |
| 2188 | 2100009 | ACHAT SIEGE DE RELEVAGE ET CHARIOT DE TR | | 28/10/2021 | 6 | 184.00 | 0.00 | 18.40 | 147.60 |
| 2188 | 2100010 | ACHAT SIEGE DE RELEVAGE ET CHARIOT DE TR | | 28/10/2021 | 6 | 3370.00 | 0.00 | 337.00 | 3233.00 |
| 2188 | 2100012 | ACHAT CHARIOT DOUCHE HYDRAULIQUE | | 15/11/2021 | 6 | 2155.00 | 0.00 | 215.50 | 1939.50 |
| 2188 | 2100013 | ACHAT LAVE LINGE PRO 14KGS ET REHAUSE | | 19/11/2021 | 5 | 12368.48 | 0.00 | 1236.85 | 11129.63 |
| 2188 | 2100015 | ACHAT 2 ARMOIRES NEGATIVE 1 PORTE LOT 1 FOURNITURE ET MISE EN PLACE MAT R | | 27/12/2021 | 10 | 8048.00 | 0.00 | 804.80 | 5443.20 |
| 2188 | 2100016 | FOURNITURE ET INSTALLATION BLIXER LOT 1 FOURNITURE ET MISE EN PLACE MAT R | | 27/12/2021 | 10 | 1834.56 | 0.00 | 183.46 | 1051.10 |
| 2188 | 2200007 | PIETEMENT LAVE VAISSELLE(REPORT) LOT 1 FOURNITURE ET MISE EN PLACE MAT R | | 25/02/2022 | 10 | 681.60 | 0.00 | 0.00 | 681.60 |
| 2188 | 2200008 | ARMOIRE FROIDE 2 PORTES (ANCIEN LOCAL CM | | 01/04/2022 | 10 | 2228.40 | 0.00 | 0.00 | 2228.40 |
| 2188 | 2200011 | ACHAT LAVE VAISSELLE UNITE VIOLETTE | | 11/07/2022 | 10 | 3852.48 | 0.00 | 0.00 | 3852.48 |
| 2188 | 2200013 | COMMANDE BLUER CUISINE SECOREST | | 17/10/2022 | 5 | 2809.92 | 0.00 | 0.00 | 2809.92 |
| 2188 | 2200014 | ACQUISITION FOUR MICRO-ONDES UNIC DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS | | 15/11/2022 | 5 | 235.50 | 0.00 | 0.00 | 235.50 |
| 2188 | 2200015 | ACQUISITION CHARIOTS D'HYGIENE ORAPI HYGIENE | | 15/11/2022 | 10 | 1575.89 | 0.00 | 0.00 | 1575.89 |
| 2188 | 2200017 | AUTO LAVEUSE 22/11/22 | | 23/12/2022 | 5 | 610.72 | 0.00 | 0.00 | 610.72 |
| 2188 | 2200020 | ECHELLE CUISINE 12/11/22 | | 23/12/2022 | 10 | 630.00 | 0.00 | 0.00 | 630.00 |
| 2188 | 2200022 | ACHAT 80 OREILLERS ET TAIRES 21/06/22 | | 23/12/2022 | 10 | 2560.87 | 0.00 | 0.00 | 2560.87 |
| 2188 | 2200024 | ASPIRATEUR (SUBVENTION DU DPT)22/11/22 | | 31/12/2022 | 5 | 360.76 | 0.00 | 0.00 | 360.76 |
| 2188 | 2200025 | ACHAT 8 MATELAS EVOPORE 28/12/22 | | 31/12/2022 | 6 | 3620.00 | 0.00 | 0.00 | 3620.00 |
| 2188 | 900055007880331 | LAVE VAISSELLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 12/04/2018 | 5 | 1083.32 | 637.98 | 212.66 | 212.68 |
| 2188 | 90005103471431 | SAUTEUSE GAZ | ACQUIS PAR LOT LINEAIRE 10 AN(S) | 12/07/2018 | 10 | 6682.40 | 1908.72 | 660.24 | 3997.44 |
| 2188 | 90005113890131 | ACHAT IMPRIMANTE TEXTILE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 09/08/2018 | 10 | 932.40 | 279.72 | 93.24 | 559.44 |
| 2188 | 90005178812131 | VOLAGES ET TRINGLES | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 25/09/2018 | 10 | 1991.48 | 3207.45 | 1099.15 | 6141.88 |
| 2188 | 90005281801131 | LAVE VAISSELLE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 5 AN(S) | 20/12/2018 | 5 | 418.80 | 251.28 | 83.76 | 83.76 |
| 2188 | 90005299790331 | CHARIOT | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2018 | 10 | 383.10 | 114.93 | 38.31 | 229.86 |
| 2188 | 90005299810231 | PLATE FORNE | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 10 AN(S) | 31/12/2018 | 10 | 528.92 | 158.67 | 52.89 | 3 |

Annexe financière au protocole d'accord de transfert de l'Ehpad La Pléiade**Transfert d'autorisation à compter du 1^{er} avril 2024**

L'activité de l'EHPAD La Pléiade au sein du CCAS prend fin au 31/03/2024 .

Une période d'un mois à compter du 31/03/2024 est prévue pour réaliser les dernières opérations comptables afin de permettre la clôture des comptes.

Le transfert d'autorisation sera effectif au 1^{er} avril 2024, sous réserve de l'accord de cession délivré par l'autorité compétente au sens de l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

En vertu du principe de continuité juridique, le transfert de l'EPHAD implique le transfert de l'ensemble des contrats qui seront listés dans le Procès-Verbal de transfert.

Selon les données bilancielles, le périmètre du transfert est le suivant :

ACTIF**Patrimoine**

Le comptable prend acte de la dévolution de l'actif de l'EHPAD au repreneur.

Le patrimoine transféré en pleine propriété est composé de l'ensemble des biens matériels et immatériels, meubles.

Un PV de transfert sera établi avec en annexe un état de l'actif et un état des acquisitions au 31/03/2024.

Il est à noter que le CCAS de Rouen n'amortit pas ses immobilisations selon le mode du *pro rata temporis*, mais en N+1 pour les acquisitions faites en N. Les amortissements seront faits jusqu'au 31 décembre 2023 pour l'ensemble de l'actif, y compris les subventions d'investissement.

Est joint au présent protocole la délibération du CCAS relative à la durée des amortissements en cours. Le repreneur devra déterminer la durée d'amortissement qu'il souhaite appliquer, selon la catégorie des biens et transmettre la décision de son conseil d'administration au comptable. Pour les biens acquis au cours du premier trimestre 2024 et pour lesquels le CCAS n'avait pas l'obligation de pratiquer des amortissements, le repreneur devra constater et rattraper les amortissements non pratiqués en fixant ses propres durées. Dans ce cas, les subventions transférables, qui ont permis le financement du bien, devront être, elles aussi transférées au repreneur.

➤ **Immobilier**

Le CCAS de Rouen n'est pas propriétaire des locaux situés au 16, rue Jacques Fouray, 76000 Rouen. La convention de location qui le lie avec Seminor sera résiliée au 31 mars 2024.

Dans l'attente des opérations immobilières de cession du bâtiment au CH Bois-Petit, qui doivent encore être précisées, une convention de location transitoire entre Seminor et le CH Bois-Petit devra être signée.

Les détails de la cession du bâtiment seront réglés dans le courant du 1^{er} semestre 2024.

Créances

Toutes les créances et droits acquis, titrés ou non titrés, sur la période antérieure au transfert d'autorisation restent à la charge du CCAS de Rouen.

Celles-ci feront l'objet d'une reprise sur le budget principal du CCAS de la ville de Rouen.

Les droit acquis jusqu'au 31 mars 2024 et non recouvrés sont incorporés dans les états de restes à recouvrer du budget principal du CCAS, de même que les créances nées en 2024 mais non encore titrées sur cet exercice.

PASSIF

Capitaux propres

Les résultats budgétaires des exercices précédant le transfert sont maintenus dans la comptabilité du CCAS, sur son budget principal, car ils relèvent de la responsabilité de la gestion antérieure.

Les apports et réserves, mais aussi les comptes de report à nouveau arrêtés au bilan de l'exercice 2024 seront intégrés au résultat 2024 du BA EPHAD et repris au budget principal du CCAS de Rouen.

Le compte 451 qui reflète la trésorerie de l'établissement sera incorporé au budget principal du CCAS de Rouen au cours de l'exercice 2024.

Subventions d'équipement

Les subventions d'équipement perçues au 1^{er} trimestre 2024 pour financer l'acquisition de biens non encore acquis jusqu'à la date effective du transfert, seront transférées au Centre Hospitalier de Bois-Petit. Les amortissements des subventions d'équipement transférables perçues pour les acquisitions réalisées jusqu'au 31/03/2024, figurant dans le PV de transfert, seront repris par le repreneur.

Dettes

Toutes les dettes acquises sur la période antérieure au transfert d'autorisation restent à la charge du CCAS de Rouen et seront incorporées au budget principal du CCAS de Rouen au cours de l'exercice 2024.

➤ **Emprunts**

La dernière échéance de l'unique emprunt n° A141307R contracté auprès de la Caisse d'Epargne Normandie sera régularisée par le CCAS de Rouen, dont la périodicité est contractuellement fixée au 1^{er} janvier de chaque année. Cette opération mettra fin à l'encours de dette de l'Ehpad La Pléiade.

Le Procès-Verbal de transfert présentera l'état des emprunts au 31 mars 2024.

➤ **Dettes et créances des collectivités d'assistance**

Les contributions d'hébergés admis à l'aide sociale qui n'ont pas été reversées par l'EHPAD aux départements d'assistance demeurent dans les comptes de tiers de l'établissement.

Parallèlement, des départements d'assistance sont redevables auprès de l'EHPAD de titres de frais de séjour relatifs aux hébergés admis à l'aide sociale. Dans le cadre de la liquidation de l'EHPAD, les soldes des comptes de tiers correspondants seront repris par le CCAS de Rouen dans ses comptes aux fins d'apurement.

Toutes les ressources des hébergés admis à l'aide sociale collectées par le Service de Gestion Comptable de Rouen jusqu'au 31 mars 2024 seront à reverser par le CCAS de Rouen aux collectivités d'assistance.

➤ Cautions des résidents

Les cautions des résidents au 31 mars 2024, entrant dans le périmètre du transfert et arrêtées au bilan de l'EHPAD, seront transférées par le Service de Gestion Comptable de Rouen à la Trésorerie de Sotteville-lès-Rouen.

L'état des cautions arrêté au 31 mars 2024 sera intégré dans le Procès-Verbal de transfert établi pour transmission au Centre Hospitalier de Bois-Petit et à la Trésorerie de Sotteville-lès-Rouen.

Provisions

Au 31 mars 2024, la comptabilité de l'EHPAD La Pléiade ne comporte pas de provisions pour risques et charges, ni de provisions réglementées.

Régies

Les régies d'avance et de recettes seront clôturées avant la date effective du transfert d'autorisation fixée sur décision de la Vice-Présidente du CCAS.

Comptes transférés

Une balance des comptes à la clôture des comptes sera éditée par le comptable et jointe au Procès-Verbal de transfert.

| Classes ou comptes | Intitulé | Transfert CHBP | Transfert BP CCAS |
|---------------------|--|-------------------|----------------------|
| Classe 1 | Comptes de capitaux | | X |
| Comptes 13 | Subventions d'investissement | X | |
| Comptes 16 | Emprunt et dettes assimilées (pour les cautions) | X | |
| Classe 2 | Comptes d'immobilisations | | |
| Comptes 20 | Immobilisations incorporelles | | X |
| Comptes 21 | Immobilisation corporelles | X | |
| Comptes 23 | Immobilisations en cours | X | |
| Comptes 28 sauf 280 | Amortissement des immobilisations | X | |
| Classe 3 | Comptes de stocks | N/A | |
| Classe 4 | Redevables et comptes rattachés | | X |

| | | | |
|-----------------------------|---------------------|--|---|
| <i>Comptes aide sociale</i> | | | X |
| Classe 5 | Comptes financiers | | X |
| Classe 6 | Comptes de charges | | X |
| Classe 7 | Comptes de produits | | X |
| Classe 8 | Comptes spéciaux | | X |

Rouen, le 29 DEC. 2023

DIRECTION GENERALE ADJOINTE SOLIDARITÉS
DIRECTION DE L'AUTONOMIE
DIRECTION ADJOINTE OFFRE ET PREVENTION
SERVICE ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DE L'OFFRE MEDICO-SOCIALE

TARIFS HÉBERGEMENT ET FORFAIT DÉPENDANCE 2024

EHPAD PUBLIC AUTONOME
EHPAD LA PLEIADE
ROUEN
N° FINESS : 760915702

ARRÊTÉ

Le président du Département
de la Seine-Maritime

VU :

Le Code général des collectivités territoriales ;

Les Codes de la santé publique et de l'action sociale et des familles ;

Le Code de la sécurité sociale, notamment son article L.174-4 relatif au forfait journalier hospitalier ;

La loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Le décret 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Le décret 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Le décret 2018-519 du 27 juin 2018 relatif à la modulation des tarifs des établissements et services sociaux et médico-sociaux en fonction de l'activité et à l'affectation de leurs résultats ;

Le décret 2022-734 du 28 avril 2022 portant diverses mesures d'amélioration de la transparence financière dans la gestion des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

L'arrêté du 4 septembre 2017 relatif au seuil mentionné à l'article R. 314-174 déclenchant le dispositif de modulation du forfait global dépendance des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Le règlement départemental d'aide sociale adopté par le conseil départemental de la Seine-Maritime par délibération n°1.5 du 10 décembre 2020 ;

La délibération du conseil départemental n° 1.1 du 12 octobre 2023 relative à la tarification 2024 des établissements et services médico-sociaux ;

L'arrêté n° 2023-884 du 7 décembre 2023 fixant la valeur du point GIR départemental des EHPAD à 8.14 € pour l'année 2024 ;

CONSIDÉRANT :

Les propositions émises par le conseil d'administration de l'établissement en vue de la fixation du prix de journée hébergement et des tarifs dépendance au titre de l'exercice 2024 ;

L'annexe activité prévue à l'article R. 314-219 du CASF complétée par le gestionnaire pour l'année 2024 ;

La convention tripartite pluriannuelle de deuxième génération signée le 21 décembre 2009 ;

Les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du président du Département de la Seine-Maritime ;

Sur proposition de monsieur le directeur général des services départementaux ;

ARRÊTE :

Article 1 : l'arrêté du 26 juin 2023 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD La Pléiade à ROUEN est abrogé ;

Article 2 : les tarifs hébergement de l'EHPAD La Pléiade à ROUEN et de ses activités annexes sont fixés ainsi à compter du 1^{er} janvier 2024 :

| | Tarifs journaliers au 1er janvier 2024 |
|--------------------------|---|
| Personnes de + de 60 ans | 65,03 € |
| Personnes de – de 60 ans | 83,65 € |
| Hébergement temporaire | 83,65 € |

Article 3 : les tarifs dépendance pour les personnes de plus de 60 ans de l'EHPAD La Pléiade à ROUEN sont fixés ainsi à compter du 1^{er} janvier 2024 :

| | | Tarifs journaliers au 1er janvier 2024 |
|-----------------------------------|---------|---|
| EHPAD Personnes de + de 60 ans | GIR 1-2 | 23,97 € |
| | GIR 3-4 | 15,21 € |
| | GIR 5-6 | 6,45 € |

Article 4 : le forfait global relatif à la dépendance, à la charge du Département, versé en dotation globale de financement, est fixé pour l'année 2024 à 327 407,58 € ;

Article 5 : les acomptes mensuels à verser à compter du mois de janvier 2024 sont fixés à titre indicatif à 27 283,97 € ;

Article 6 : en cas d'hospitalisation, le Département prend en charge le prix de journée complet de l'établissement pendant 72 heures ; au 4ème jour d'absence, il est appliqué un prix minoré du forfait journalier hospitalier. Cette prise en charge intervient dans la limite de 65 jours consécutifs et peut être exceptionnellement prorogée, sur accord préalable du Département, pour une durée d'un mois maximum ;

Article 7 : en cas d'absence pour convenances personnelles, la tarification hébergement des bénéficiaires de l'aide sociale est maintenue dans la limite de 35 jours d'absence par année ;

Article 8 : concernant les résidents non bénéficiaires de l'aide sociale, le contrat de séjour doit préciser les modalités de facturation relatives au tarif hébergement en cas d'absence ;

Article 9 : en cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable dans les délais définis au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé ;

Article 10 : les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir par courrier recommandé à monsieur le président du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à NANTES, greffe du TITSS, cour administrative d'appel, 2 place de l'édit de Nantes, BP 18529, 44185 NANTES CEDEX 04, dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification ou de publication aux personnes ou organismes concernés ;

Article 11 : le directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le président du Département,



Bertrand BELLANGER

ANNEXE 5

VILLE DE ROUEN

| | | |
|----------------------------------|--|-------------------------------|
| Expéditeur : Ghyslaine LEPAGE | Service : Direction Générale des Services | NOTE |
| | Référence : Carole BINAUX / 2021 | Date : 17 NOV. 2021 |

Destinataires :

A. GUILMARD
DPB
V. RAPITEAU
CCAS/DSCS

Objet : EHPAD LA PLEIADE – 16, Rue Jacques Fouray

Copies pour information :

F. EL KHILI
Adjointe au Maire
C. DUTARTE
Adjointe au Maire
E. WILD
DPB
D. YON
DPB

La Commission Communale de Sécurité a procédé le Lundi 18 Octobre 2021 à la visite périodique et de réception de travaux de l'Ehpad la Pléiade sis à Rouen 16 rue Jacques Fouray et a émis un certain nombre de prescriptions figurant sur le document ci-joint.

Prescriptions Incombant à l'exploitant :

Vous trouverez ci-joint, à titre d'information, une liste des principales mesures préventives en matière de sécurité-incendie, que je vous demande de faire appliquer scrupuleusement. J'insiste tout particulièrement sur la nécessité de veiller à la bonne tenue du registre de sécurité.

L'exploitant devra veiller au respect des prescriptions n° 5 – 6 – 8 – 10 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16 et 17. Le non-respect de celles-ci serait de nature à engager votre responsabilité en cas d'incendie.

Prescriptions incombant à la DPB (Direction du Patrimoine Bâti) :

Je demande à la DPB à bien vouloir indiquer dans quel délai elle pourrait réaliser les prescriptions n° 1 – 2 – 3 – 4 – 6 – 7 et 9, lui incombant, en tant que propriétaire du bâtiment.

En cas de difficultés particulières, vous voudrez bien me transmettre un rapport qui fera l'objet d'un examen en Comité de Direction Générale ou en Conseil de la Majorité selon l'importance des travaux à effectuer.

Je vous demande également de veiller à indiquer au Chef d'Etablissement, au service gestionnaire et au secrétariat du SIRM, vos dates d'interventions et d'informer ce dernier de l'état d'avancement des travaux pour programmer, si nécessaire, une prochaine visite de la Commission Communale de Sécurité.

Le SIRM (poste 88814 ou 88694) se tient à votre disposition pour tout renseignement

Ghyslaine LEPAGE
Directrice Générale des Services

PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION COMMUNALE
DE SECURITE DE ROUEN

COMMUNE DE ROUEN

ETABLISSEMENT : EHPAD LA PLEIADE - E 37154

ADRESSE : 16 RUE JACQUES FOURAY

ACTIVITE(s) : MAISON DE RETRAITE

TYPE(s)

3

CATEG.

4

Le LUNDI 18 OCTOBRE 2021, la Commission Communale de Sécurité de Rouen a procédé à :

☒ La visite de sécurité de l'établissement ci-dessus mentionné

Les prescriptions et/ou observations mentionnées dans les dernières pages du rapport de visite ci-joint devront réglementairement être respectées et suivies d'effet par l'exploitant de l'ERP, qui devra en rendre compte au secrétariat de la Commission Communale de Sécurité de la Ville de Rouen.

OBSERVATIONS :AVIS FAVORABLE :

- x A la poursuite d'exploitation.
- x A la réception des travaux AT 076 Sds 19 0773
(Aménagement d'un local de stockage d'origine au rem. sol).

En conclusion, la Commission Communale de Sécurité de ROUEN

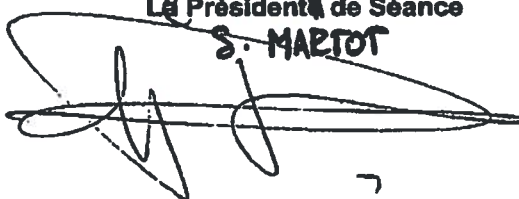
Émet un AVIS FAVORABLE ou ~~DEFAVORABLE~~

- ☐ à l'ouverture au public
- ☒ à la poursuite de l'exploitation
- ☒ à la réception des travaux
- ☐ ne peut se prononcer

☐ propose un classement en 5ème catégorie

Le Président de Séance

S. MARTOT



RAPPORT DE VISITE DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ

DOSSIER N° E37154

Visite effectuée par la Commission Communale de Sécurité de ROUEN

Date et Heure : LUNDI 18 OCTOBRE 2021 A 14H00

VISITE PERIODIQUE ET DE RECEPTION DE TRAVAUX

Nom : EHPAD LA PLEIADE

Destination des locaux : STRUCTURE D'ACCUEIL POUR PERSONNES AGEES

Adresse : 16 RUE JACQUES FOURAY

Nom de l'exploitant : Mme FOLLIOT Caroline (directrice)

Adresse mail : caroline.folliot@rouen.fr

Affaire suivie par : Adjudant-chef Fabrice LATISTE

Groupelement prévention - service territorial Sud

Membres Présents : (Nom et Titre)

M. MARTOT- Conseiller Municipal Délégué - Président suppléant de la Commission Communale de Sécurité

M. LATISTE - Adjudant-Chef - Représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

M. MACE - Ingénieur Principal - Représentant la Directrice Générale Adjointe - Direction Management des Ressources - Direction du Patrimoine Bâti - Service Incendie Risques Majeurs

M. MARAIS - Brigadier - Représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

Assistaient également :

M. VIVET - SEMINOR

M. COIFFIER - DPB - Ville de Rouen

Représentants de la Direction de l'Etablissement :

Mme RAPITEAU - Directrice par intérim CCAS/DSCS

Mme FOLLIOT - Directrice Ehpad la Pléiade

| |
|--------------------|
| DESCRIPTION |
|--------------------|

La visite de ce jour s'inscrit dans le cadre réglementaire des visites périodiques de contrôle et de réception (art. R 143.28 et R 143.41 du Code de la construction et de l'habitation, art. GE 3 et GE 4 du règlement de sécurité contre l'incendie).

Les travaux réceptionnés concernent la création d'un local de stockage de bouteilles d'oxygène au sous-sol de l'établissement. Ces travaux ont fait l'objet d'une étude ayant reçu un avis favorable de la commission communale de sécurité en date du 19/09/2019 (A.T. n° 076 540 19 0773).

Cet établissement isolé à cinq niveaux comprend :

Au sous-sol :

- deux locaux techniques (TGBT et ventilation),
- un bureau,
- une cave,
- une lingerie,
- une laverie,
- un local poubelles,
- un parc de stationnement d'une capacité de quatorze places dont deux box fermés,
- un local bouteilles d'oxygène,
- des annexes de la cuisine,
- des vestiaires.

Au rez-de-chaussée :

- un hall d'entrée,
- une zone d'accueil / secrétariat composé de deux bureaux,
- six salles (activités, réunions, informatique, soins/annexes, ateliers cuisine et zen),
- des locaux divers (bureaux, salle de veille, coiffure et pharmacie),
- une salle de détente de 202 m²,
- une cuisine de puissance supérieure à 20 kW et ses locaux annexes,
- une zone comprenant :
 - douze chambres simples,
 - des locaux divers (office, séjour, rangement).

Aux 1^{er} et 2^{ème} étages (par niveau) :

1^{ère} zone comprenant :

- neuf chambres simples,
- une chambre double,

- des locaux divers (séjour, office et rangement),
- un espace séjour,
- un local électrique.

2^{ème} zone comprenant :

- huit chambres simples,
- deux chambres doubles,
- des locaux divers (salle de bain et lingerie).

3^{ème} zone comprenant :

- neuf chambres simples,
- une chambre double,
- des locaux divers (office, séjour, rangement et ménage),
- un espace séjour.

4^{ème} zone comprenant :

- huit chambres simples,
- deux chambres doubles,
- des locaux de services (salle de bain et lingerie) ;

Au 3^{ème} étage (inaccessible au public) :

- une chaufferie de puissance supérieure à 70 kW,
- une machinerie ascenseur,
- une réserve,
- des combles techniques (moteurs de désenfumage).

Desserte :

- L'établissement est accessible aux sapeurs-pompiers, depuis la rue Jacques Fouray et la rue Jean de la Varende, permettant d'atteindre les façades sud-ouest et sud-est.
- Les façades sud-ouest et sud-est permettent aux services de secours d'intervenir aux étages recevant du public. La répartition des baies accessibles permet un accès à chaque zone de mise en sécurité.

Dégagements :

- Les étages sont desservis par 3 escaliers protégés totalisant 4 unités de passage.
- Le rez-de-chaussée dispose de 2 dégagements totalisant 3 unités de passage.

Installations techniques :

➤ Chauffage :

- Le chauffage est assuré par une chaufferie au gaz.

➤ Cuisine :

- La grande cuisine est alimentée en électricité et en gaz.

➤ Ascenseur :

- L'établissement dispose d'ascenseurs.

➤ Eclairage de sécurité :

- L'éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes assurant les fonctions d'évacuation, d'anti-panique et habitation (BAEH).

➤ Désenfumage :

- Le désenfumage du hall d'entrée et des escaliers est assuré par balayage naturel, et celui des circulations par balayage mécanique.

➤ Alimentation électrique de sécurité :

- L'alimentation électrique de sécurité est constituée d'une dérivation en amont du tableau principal.

Moyens de secours :

➤ Système de sécurité incendie / équipement d'alarme :

- L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 assurant :
 - la fonction d'évacuation par l'alarme générale sélective sans temporisation,
 - la fonction compartimentage,
 - la fonction désenfumage,
 - Le non-arrêt des cabines d'ascenseurs de la zone sinistrée.
- La détection automatique d'incendie est généralisée.
- Les équipements centraux se situent dans un bureau de la zone accueil / secrétariat au rez-de-chaussée.
- Les tableaux répéteurs d'alarme sont implantés dans chaque niveau.

➤ Moyens d'extinction :

- L'établissement dispose d'extincteurs appropriés aux risques.

➤ Consignes / plans schématiques :

- L'établissement dispose de consignes et de plans.

➤ Alerte :

- L'établissement dispose d'un téléphone analogique pour alerter les secours.

Service de sécurité incendie/ surveillance :

- La surveillance de l'établissement être assurée par des employés spécialement désignés par le chef d'établissement et entraînés à la mise en œuvre des moyens de secours. Trois personnes sont présentes la nuit pour la surveillance de l'établissement.

MODIFICATIONS INTERVENUES DEPUIS LA DERNIERE VISITE DE L'ETABLISSEMENT
(Article L 122-3 du Code de la construction et de l'habitation)

L'exploitant a déclaré avoir réalisé les modifications suivantes dans l'établissement depuis la dernière visite périodique :

- Travaux réceptionnés ce jour ;
- Mise en œuvre d'une installation de climatisation dans le réfectoire par BRUNET LACHERAY en date du 11/02/2021.

EFFECTIFS - CLASSEMENT
(Articles R 143-19 du Code de la construction et de l'habitation et GN 1)

| EFFECTIF des PERSONNES REÇUES | | | | CLASSEMENT | |
|-------------------------------|-----------|-----------|----------------|------------|-----------|
| Visiteurs | Résidents | Personnel | Effectif Total | Type | Catégorie |
| 27 | 80 | 30 | 137 | J, N | 4 |

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE MISE EN SECURITE
(Articles U8, J3 et J35)

Les établissements de type J (hébergement de personnes âgées) comportant des locaux à sommeil répondent à des principes fondamentaux de sécurité.

Compte tenu des conditions particulières de leur exploitation et de la difficulté d'une partie des malades ou résidents hébergés à pouvoir évacuer ou être évacués rapidement, la mise en sécurité en cas d'incendie est réalisée par le personnel affecté à la surveillance, par le transfert horizontal des personnes ne pouvant se déplacer par leurs propres moyens au début de l'incendie vers une zone contiguë et suffisamment protégée.

Le personnel est formé au transfert horizontal.

LES VERIFICATIONS TECHNIQUES
(Articles R 143-34 et R 143-37 du Code de la construction et de l'habitation)

La Commission communale de sécurité de Rouen a pris connaissance des documents suivants :

| Registre de sécurité (Article R 143.44 du Code de la construction et de l'habitation) | OUI | NON |
|--|-------------------------------------|--------------------------|
| | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Le registre de sécurité est tenu à jour : Oui ☒ Non ☐

En ce qui concerne la visite de réception de travaux :

- rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par QUALICONSLT le 08/04/2021 ne comportant aucune non-conformité.

En ce qui concerne la visite périodique :

| Installations techniques - Références | Périodicité - Type prestataire | Contrôle effectué par | En date du | Observations |
|---|---|--------------------------|------------|---|
| Portes spéciales (CO48) | Tous les ans par un technicien compétent | THYSSENKRUPP | 27/05/2021 | |
| Contrat d'entretien des portes automatiques | Annexé au registre de sécurité | THYSSENKRUPP | | |
| Portes coupe-feu (CO 47) | Tous les ans par un technicien compétent | DPB | 27/08/2021 | |
| Désenfumage naturel (DF 10) | Tous les ans par un technicien compétent | DPB | 02/09/2021 | |
| Désenfumage mécanique (débits, pressions et vitesses) (DF 10) | Tous les ans par un technicien compétent | DGS | 11/03/2021 | |
| | Organisme agréé tous les 3 ans SSI A ou B | VERITAS | 16/07/2021 | Rapport non présenté |
| Chauffage (CH 58) | Tous les ans par un technicien compétent | ENGIE | 30/09/2021 | |
| Ramonage (CH 57) | Tous les ans par un technicien compétent | ENGIE | 07/06/2021 | |
| Climatisation (CH 58) | Tous les ans par un technicien compétent | DALKIA | 27/09/2021 | |
| Ventilation de confort (CH 58) | Tous les ans par un technicien compétent | ISS | 06/11/2020 | |
| Installations de gaz (GZ 30) | Tous les ans par un technicien compétent | APAVE | 01/09/2021 | Observations levées par DEVILLOISE DE CHAUFFAGE le 01/10/2021 |
| Electricité (EL 19) | Tous les ans par un technicien compétent | QUALICONSLT | 08/06/2021 | Observations levées le 07/10/2021 par DESORMEAUX + Thermographie le 01/06/2021 (QUALICONSLT) |

| | | | | |
|--|--|--------------|------------|---|
| Éclairage de sécurité (EC 15) | Tous les ans par un technicien compétent | QUALICONSULT | 08/06/2021 | |
| Appareils de cuisson et de remise en température (GC 22) | Tous les ans par un technicien compétent | SECOREST | 02/11/2020 | |
| Extraction buées et graisses (GC 21) | Tous les ans par un technicien compétent | HOTTE CLEAN | 28/05/2021 | 2 Observations |
| Ascenseurs (AS 9) | Régulièrement par un technicien compétent | OTIS | 24/09/2021 | |
| | Tous les 5 ans par un organisme agréé | | | Contrôle non réalisé |
| Contrat d'entretien ascenseur | Annexé au registre de sécurité | OTIS | | |
| Système de sécurité incendie (MS 73) | Tous les ans par un technicien compétent | DGS | 11/03/2021 | 2 Observations levées par SIEMENS le 07/04/2021 et par la DPB |
| | Tous les 3 ans par un organisme agréé pour SSI A ou B avec plusieurs fonctions | VERITAS | 16/07/2021 | Rapport non présenté |
| Contrat d'entretien SSI A ou B avec le délai d'intervention | Annexé au registre de sécurité | DGS | | |
| Extincteurs (MS 38) | Tous les ans par un technicien compétent | SECURIFEU | 21/09/2021 | |

| |
|---|
| FORMATION DU PERSONNEL ET EXERCICE D'INSTRUCTION (Articles MS 48, MS 51 et MS 69) |
|---|

Les séances d'instruction et d'entraînement à la manœuvre des moyens de secours du personnel ont été réalisées par le CNFPT le 30/09/2021 pour 21 personnels.

La formation du personnel à l'exploitation du SSI a été réalisée par DGS le 03/06/2021 pour 10 personnels.

Les exercices pratiques de transfert horizontal ont été organisés. Le dernier a été réalisé le 02/03/2021 par IFESSU pour 12 personnels.

ESSAIS REALISES
(Article R 143-37 du Code de la construction et de l'habitation)

Au cours de la visite, la Commission communale de sécurité de Rouen a fait procéder aux essais suivants :

- manœuvre de la plupart des issues de secours sur l'extérieur : résultat satisfaisant.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE
(Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie – arrêté préfectoral n° 2017-2610 du 26 octobre 2017)

Analyse du risque

| Type d'ERP | Surface de référence | Locaux retenus | Qualification du risque | Observation |
|------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------|-------------|
| J | Inférieure à 1000 m ² | Plus grande surface non recoupée | Ordinaire | - |

Besoin en eau exigible

| Débit de référence | Durée d'extinction | Volume équivalent | Distance de référence |
|-----------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|
| 60 m ³ / h | 2 heures | 120 m ³ | 200 mètres |

Défense extérieure contre l'incendie existante

| Point d'eau d'incendie | Eloignement | Débit / Pression dynamique ou volume équivalent | Observation |
|------------------------|-------------|---|----------------------------|
| N° 983 | 100 mètres | 60 m ³ / h sous 3 b. | (*) Conforme le 06/12/2018 |

(*) Données issues du logiciel de consultation de la DECI.

DERNIER AVIS

Le 21/12/2018 la commission de sécurité a émis un avis

Défavorable à la poursuite d'exploitation.

Levée d'avis défavorable le 19/03/2019

AVIS EMIS

La Commission communale de sécurité de Rouen émet un avis,

Favorable à la poursuite d'exploitation et à la réception des travaux.

**SUIVI DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES
(Article R143-41 du Code de la construction et de l'habitation)**

Les mesures de sécurité prescrites lors de la précédente visite ont été réalisées.

PRESCRIPTIONS A REALISER

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite de l'établissement, il y a lieu de réaliser les prescriptions suivantes pour lesquelles des délais sont proposés :

- Immédiat** 1) Transmettre en double exemplaire au secrétariat de la Commission communale de Sécurité de ROUEN – Mairie de Rouen -Service Sécurité Incendie Risques Majeurs – 53 Place du Général de Gaulle – CS 31402 - 76037 ROUEN CEDEX 1, le rapport de vérification triennale du système de sécurité incendie.
- Immédiat** 2) Donner suite aux observations formulées par le technicien compétent et mentionnées dans son rapport sur la vérification des hottes (art. GE 6 § 1 et R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation).
Transmettre en double exemplaire au secrétariat de la Commission communale de Sécurité de ROUEN – Mairie de Rouen -Service Sécurité Incendie Risques Majeurs – 53 Place du Général de Gaulle – CS 31402 - 76037 ROUEN CEDEX 1, l'attestation du technicien compétent ayant réalisé les travaux correspondant et permettant de s'assurer de la levée de chacune des observations.
- Immédiat** 3) Faire procéder à la vérification quinquennale des ascenseurs par un organisme agréé et transmettre en double exemplaire au secrétariat de la Commission communale de Sécurité de ROUEN – Mairie de Rouen -Service Sécurité Incendie Risques Majeurs – 53 Place du Général de Gaulle – CS 31402 - 76037 ROUEN CEDEX 1, les rapports afférents qui devront être conformes à l'article GE 9 (art. GE 6 à GE 10).

Les observations et défauts constatés devront être suivies d'effet.

- Immédiat** 4) Faire procéder à la vérification de l'installation de climatisation du réfectoire par un organisme agréé et transmettre en double exemplaire au secrétariat de la Commission communale de Sécurité de ROUEN – Mairie de Rouen -Service Sécurité Incendie Risques Majeurs – 53 Place du Général de Gaulle – CS 31402 - 76037 ROUEN CEDEX 1, le rapport de vérifications réglementaires après travaux qui devra être conforme à l'article GE 9 (art. GE 6 à GE 10).

Les observations et défauts constatés devront être suivies d'effet.

Immédiat (5) Supprimer le stockage de changes situé dans les deux box fermés du parc de stationnement (Art. CO 28).

Permanent 6) Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier (art. R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation) :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu, datés et émargés par le technicien chargé de la remise en état ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Permanent 7) Faire procéder périodiquement, aux opérations d'entretien et de vérification des installations techniques suivant les dispositions du règlement de sécurité et notamment pour ce qui concerne (art. GE 6 à GE 10) :

- a) - le désenfumage (art. DF 9 et 10) (essai des mécanismes et si mécanique : mesures de pression, de débit et de vitesse) :
 - tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur,
 - tous les trois ans par un organisme agréé lorsqu'il existe une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B.
- b) - les installations de chauffage (art. CH 57 et 58) (ventilation, réfrigération, fonctionnement, conduits, étanchéité, sécurités), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- c) - les installations et équipements gaz (art. GZ 29 et 30) (fonctionnement, conduits, étanchéité, sécurités), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- d) - les installations électriques (art. EL 18 et 19) (fonctionnement, terre, protections), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- e) - l'éclairage de sécurité (art. EC 13 à 15) (fonctionnement, protections, autonomie), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- f) - les appareils de cuisson et de réchauffage (art. GC 21 et 22) (fonctionnement, protections gaz et électricité, conduits, extraction, filtres, arrêts d'urgence), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- g) - les ascenseurs (art. AS 9 et 11, art. R 134-6 du Code de la construction et de l'habitation) (conformité, câbles, dispositifs de sécurité), tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- h) - les moyens de secours contre l'incendie (art. MS 72 et 73) (extinction : pression, débit, fonctionnement) (détection : essais) (alarme : autonomie, essais) (asservissements : essais) ; tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur,

- i) - le système de sécurité incendie de catégorie A ou B (art. MS 73), tous les ans par un technicien compétent dans le cadre d'un contrat d'entretien, tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministère de l'intérieur.

Rapporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens et annexer à ce registre les relevés des techniciens compétents conformément à l'article GE 10 (art. R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation) ainsi que les Rapports de Vérifications Réglementaires en Exploitation établis par des organismes agréés et conformes à l'article GE 9 (selon l'appendice de la sous-section II).

D'autre part, l'établissement du type J de 4^{ème} catégorie devra être visité tous les 3 ans par la commission de sécurité compétente (art. GE 4).

Permanent (8) Veiller à ce que les dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales etc...) soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du public (art. CO 35 § 1).

Permanent 9) Veiller au bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité, en particulier (article EC 14) :
- remettre en état les luminaires ou blocs autonomes défectueux ;
- vérifier périodiquement :

Tous les mois :

- le passage à la position de fonctionnement et l'allumage de toutes les lampes ;
- l'efficacité de la commande de mise en position de repos à distance et de la remise automatique en position de veille.

Tous les 6 mois l'autonomie d'au moins 1 heure.

Les différentes interventions et leurs résultats doivent être consignés dans le registre de sécurité.

Permanent 10) Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et à la manœuvre des moyens de secours sous la responsabilité du chef d'établissement (art. MS 48).

Des exercices d'instruction doivent être organisés et la date de ceux-ci portée sur le registre de sécurité (art. MS 48 et MS 51).

Permanent 11) Etablir pour chaque personne chargée de l'exploitation du système de sécurité incendie pendant la présence du public une « attestation de formation » portant notamment sur la gestion des commandes manuelles à partir de l'unité de commande manuelle centralisée, sur la signification des différentes signalisations apparaissant au tableau, la conduite à tenir en fonction des signalisations et les dispositions à respecter en cas de panne (art MS 57).

Permanent 12) Réaliser des consignes très strictes et les rappeler périodiquement à tout le personnel en attirant son attention sur les dangers relatifs à la manipulation de l'oxygène et des appareils de stockage ou de distribution (Art. J 33 § 4).

Permanent 13) Assurer la surveillance de l'établissement par des employés spécialement désignés et entraînés à la mise en œuvre des moyens de secours. L'organisation de cette surveillance relève de la responsabilité du chef de l'établissement (Art. J 35 § 1).

Permanent 14) Former le personnel affecté à la surveillance de l'établissement, en complément des missions définies à l'article MS 46, à l'évacuation des résidents par transfert horizontal avant l'arrivée des secours et à l'exploitation du système de sécurité incendie (Art. J 35 § 2).

- Permanent 15)** S'assurer que les membres du personnel affecté à la surveillance ont bien reçu une information sur le mode de fonctionnement et la lecture des tableaux de reports d'exploitation du système de sécurité incendie (article MS 66, article J 37§4).
- Permanent 16)** Mettre en garde tout le personnel de l'établissement, contre les dangers que représente un incendie et l'informer des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation du public (Art. J 39 § 1).
- Permanent 17)** Organiser des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Ces exercices doivent avoir lieu au moins une fois par semestre (Art. J 39 § 2).

RAPPELS REGLEMENTAIRES

ARTICLE L 122-3 du Code de la construction et de l'habitation

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative, qui vérifie leur conformité aux règles d'accessibilité prévues à l'article L. 161-1 et, lorsque l'effectif du public et la nature de l'établissement le justifient, leur conformité aux règles de sécurité contre l'incendie prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2.

La vérification de la conformité aux règles prévues à l'article L. 161-1 n'est pas exigée lorsque les travaux n'ont pas d'incidence sur l'accessibilité du cadre bâti. Il en va de même pour la vérification de la conformité aux règles prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2 lorsque les travaux n'ont pas d'incidence sur le niveau de sécurité contre l'incendie.

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de la même autorité administrative. Toutefois, lorsque l'aménagement intérieur d'un établissement recevant du public ou d'une partie de celui-ci n'est pas connu lors du dépôt de la demande de permis de construire, le permis de construire indique qu'une autorisation complémentaire doit être obtenue en ce qui concerne l'aménagement intérieur du bâtiment ou de la partie de bâtiment concernée avant son ouverture au public.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque les travaux font perdre la qualité d'établissement recevant du public à la totalité de l'immeuble, sauf lorsque celui-ci est situé dans un quartier prioritaire de la politique de la ville au sens de l'article 5 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

ARTICLE R*143-3 du Code de la construction et de l'habitation

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie.

ARTICLE R* 143-34 du Code de la construction et de l'habitation

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Le contrôle, exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité, ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

CONTROLE

L'avis formulé par la commission de sécurité est révocable à tout moment, en cas d'infraction à la réglementation dûment constatée, en particulier, lors des visites périodiques ou inopinées des représentants de la commission de sécurité compétente (Art. R 143-41 du Code de la construction et de l'habitation et GN 11).